

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2013

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
ABREVIATIONS ET SIGLES	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	8
RESUME	9
INTRODUCTION	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	14
1.1. Balance commerciale de biens	15
1.1.1. Exportations de biens	16
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens	16
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens	19
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations	21
1.1.2. Importations des biens	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations	23
1.2. Balance des services	24
1.2.1. Transports	24
1.2.2. Voyages	25
1.2.3. Autres services	25
1.3. Compte des revenus primaires	25
1.4. Compte des revenus secondaires	26
II. COMPTE DE CAPITAL	27
III. COMPTE FINANCIER	28
IV. CAPITAUX MONETAIRES	30
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale	30
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	30
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	31
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	31
CONCLUSION	33
ANNEXES	35

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne ou son représentant, du Directeur Général des Réformes Financières ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, du Directeur Général en charge du Trésor ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette Publique ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur de l'Institut National de la Statistique ou son représentant, du Représentant de la BCEAO, du Représentant du Ministre chargé des Mines et du Représentant du Ministre chargé du Pétrole. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leurs compétences et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 2008. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 11. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par les Ministères en charge du Pétrole et des Mines ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK, AREVA, SOMINA et SML) et pétrolières (SONIDEP et SORAZ) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics (CNUT), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN) ;
- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2013¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de leur élaboration, ces statistiques de la balance des paiements peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des acteurs des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
IFS	International Financial Statistics
INS	Institut National de la Statistique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Air
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	11
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	15
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de Marchandises générales	19
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	20
Tableau 6 : Evolution de la balance des services.....	22
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	22
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	23
Tableau 9 : Evolution du poste « Autres services ».....	23
Tableau 10 : Evolution de la balance des revenus primaires.....	24
Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements.....	24
Tableau 12 : Evolution de la balance des revenus secondaires.....	25
Tableau 13 : Evolution du compte capital.....	26
Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières.....	27
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	28
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	29
Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	29
Tableaux annexes.....	37

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social en 2013.....	17
Encadré 2 : Principe de récupération des coûts.....	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2003 et 2013.....	14
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2003 et 2013.....	15
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2003 et 2013.....	15
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2003 et 2013	16
Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2003 et 2013.....	17
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2003 et 2013.....	19
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2012 et 2013.....	21
Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2003 à 2013.....	22
Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2012 et 2013.....	23
Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2003 et 2013.....	29
Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2013.....	32

RESUME

L'environnement économique et financier international a été caractérisé en 2013 par un redressement progressif de l'activité. En effet, celle-ci s'est améliorée, sous l'effet de l'accroissement de la demande finale dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en avril 2014, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,3% en 2013, contre 3,4% en 2012.

En Afrique subsaharienne, la croissance est passée de 4,4% en 2012 à 5,1% en 2013, du fait de l'accroissement de la demande extérieure émanant des pays industrialisés.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance s'est maintenue à un rythme relativement soutenu. Selon les dernières estimations, le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 5,8% en 2013, après 6,6% en 2012. La bonne tenue de la croissance économique est imputable à l'augmentation de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 1,5% en 2013 contre 2,4% en 2012 et 3,9% en 2011. Cette décélération reflète la détente des prix des céréales locales, subséquente aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013, à la baisse des prix des produits alimentaires importés et à celle des prix du carburant, du fait de l'absence de tensions sur les marchés internationaux du pétrole brut.

Au plan national, les réalisations de l'année 2013 font ressortir une décélération du rythme de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle du PIB de 4,1% en 2013 contre 11,1% en 2012, en ligne essentiellement avec le déficit de la campagne agricole 2013/2014 et la baisse de la production dans les industries extractives.

Dans ce contexte, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 99.053 millions contre 162.685 millions enregistré en 2012. Cette évolution résulte d'une aggravation du déficit courant, de l'augmentation de l'excédent du compte de capital et de la baisse du solde des opérations financières.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 521.600 en 2012 à 568.281 millions en 2013. Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des services, des revenus primaires et secondaires, partiellement compensée par une amélioration du solde de la balance des biens.

L'amélioration du déficit commercial entre 2012 et 2013 résulte de l'accroissement des exportations (+48.248 millions ou +6,6%) beaucoup plus important que celui des importations (+25.349 ou +2,6%).

Le déficit de la balance des services s'est creusé de 25.593 millions pour ressortir à 410.725 millions en 2013 contre 385.132 millions en 2012, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services extérieurs par les sociétés minières, pétrolières, de BTP et de télécommunications.

Le solde des revenus primaires s'est dégradé de 22.164 millions pour s'établir à 91.267 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications ainsi que des intérêts sur la dette extérieure plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Le solde des revenus secondaires s'est établi à 145.977 millions contre 167.800 millions un an plus tôt, en rapport essentiellement avec la diminution des aides budgétaires en 2013.

Le solde du compte de capital s'est situé à 282.070 millions contre 139.321 millions en 2012, imputable principalement à l'accroissement substantiel des dons projets.

Par ailleurs, le solde financier est passé de -550.169 millions en 2012 à -392.692 millions en 2013. Cette évolution traduit principalement un repli des flux de capitaux privés étrangers, sous forme d'apports des investisseurs directs après le pic intervenu en 2011.

A fin 2013, la position extérieure globale (PEG) du Niger s'est située à -2.399.349 millions contre -1.884.841 millions un an plus tôt.

INTRODUCTION GENERALE

1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2013 a été caractérisé par un redressement progressif de l'activité à l'échelle mondiale. Après une légère amélioration durant le premier semestre, l'activité économique s'est renforcée au cours de la seconde moitié de l'année 2013 sous l'effet de la demande finale dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents. Selon les estimations d'octobre 2014 du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,3% pour l'année 2013 contre 3,4% en 2012.

Dans les pays industrialisés, l'amélioration des conditions financières a contribué à soutenir l'activité économique. La croissance qui s'est établie à 1,4% selon le FMI a été principalement impulsée par la hausse de la demande pour la reconstitution des stocks.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, en raison principalement de la faiblesse de la demande intérieure dans la plupart des Etats et du durcissement par certains pays des conditions monétaires. Globalement, l'activité économique a ainsi progressé de 4,7% en 2013, soit 0,4 point de pourcentage de moins qu'en 2012. En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est établie à 5,1% en 2013 contre 4,4% un an plus tôt.

2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

Les économies des Etats membres de l'Union ont maintenu leur croissance à un rythme relativement soutenu, en dépit de la morosité de la reprise économique à l'échelle mondiale.

Selon les dernières estimations, le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 5,8% en 2013, après 6,6% en 2012. Cette performance est imputable à l'accroissement de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics. En dépit de la conjoncture internationale peu favorable, quatre pays sur les huit ont pu se maintenir sur une trajectoire de croissance économique de plus de 5,0% en 2013.

Cette vigueur économique est le reflet des changements en cours dans les économies de l'Union, avec l'exécution de nouveaux programmes stratégiques de développement conçus pour relever les défis d'une plus grande résilience aux chocs et d'un renforcement progressif du niveau de la croissance. La mise en valeur des potentialités minières y a contribué de manière significative. Les résultats obtenus sont également dus à la nette amélioration de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans les Etats et aux ambitieux programmes d'investissement en cours d'exécution pour résorber les contraintes en matière d'infrastructures.

3 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

Au plan national, les réalisations de l'année 2013 font ressortir une décélération du rythme de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle du PIB de 4,1% en 2013 contre 11,1% en 2012, en ligne essentiellement avec le déficit de la campagne agricole 2013/2014.

La situation économique a été marquée par la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) et des plans d'actions de l'Initiative 3N «les Nigériens Nourrissent les Nigériens », la gestion du contexte sécuritaire régional et la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

L'environnement économique a été également caractérisé par l'intensification du raffinage d'hydrocarbures par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) et la décélération du rythme de production d'uranium en lien avec les attentats terroristes intervenus au niveau de la principale mine du pays. Enfin, il s'est ressenti de la campagne agricole moins bonne que celle de l'année 2012.

Au cours de l'année 2013, l'exécution du budget s'est traduite par des recettes budgétaires de 786,0 milliards, en hausse de 48,5 milliards, ou 6,6% par rapport à l'année 2012.

Cette performance est imputable essentiellement aux recettes fiscales qui sont ressorties à 734,8 milliards, soit une hausse de 44,4 milliards. Par ailleurs, le niveau des exonérations fiscales est ressorti à 157,5 milliards pour l'année 2013 contre 194,7 milliards en 2012.

La mobilisation des dons s'est située à 304,9 milliards, en hausse de 88,4 milliards par rapport à 2012, suite à une augmentation des dons projets de 127,6 milliards atténuée par la baisse des appuis budgétaires de 39,2 milliards.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 194,3 milliards, ou 19,6%, pour ressortir à 1.188,0 milliards.

Parallèlement, les investissements publics, impulsés par le niveau des recettes internes et le soutien des PTF dans la mise en œuvre du PDES 2012-2015, ont augmenté de 282,0 milliards, ou 71,5%. Ces investissements sont réalisés sur ressources propres à hauteur de 52,1% ; le reliquat étant supporté par les partenaires extérieurs, dont 77,4% de dons. Ils ont porté essentiellement sur les infrastructures économiques (routes, barrages, centrales électriques, abattoirs), le développement rural (irrigation, aménagements hydroagricoles), les programmes sociaux (santé, éducation, promotion humaine, hydraulique) et le renforcement des capacités de l'administration (bâtiments et matériels roulants).

De ce qui précède, il s'est dégagé un déficit budgétaire, base engagements, hors dons de 402,0 milliards contre 256,2 milliards un an plus tôt. Dons compris, ce gap ressort à 97,1 milliards, en dégradation par rapport à 2012. En prenant en compte une réduction d'arriérés de paiements intérieurs de 22,4 milliards, le déficit global, base caisse, se situe à 119,5 milliards, financé à hauteur de 102,1 milliards sur ressources extérieures. Le financement intérieur est ressorti à 17,4 milliards, dont 48,9 milliards sur le secteur non bancaire et -31,5 milliards pour le secteur bancaire. L'accumulation des créances nettes sur le secteur bancaire s'est traduite principalement par une augmentation des dépôts auprès de la Banque Centrale, modérée par la progression du portefeuille de titres (bons et obligations) détenus par les banques locales.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2013 a été marquée par un raffermissement des avoirs extérieurs nets, une contraction des crédits intérieurs et une expansion de la masse monétaire.

Le niveau des crédits intérieurs est ressorti à 433,3 milliards à fin décembre 2013, soit une diminution de 28,7 milliards, ou 6,2% en variation relative, résultant d'une amélioration de la PNG de 41,3 milliards, tempérée par une augmentation des crédits à l'économie de 12,7 milliards.

La trajectoire des créances nettes de l'Etat sur le secteur bancaire reflète la consolidation de ses avoirs auprès du secteur bancaire à la faveur de la bonne tenue des recouvrements des recettes internes, de la mobilisation d'appuis extérieurs et de l'encaissement de produits de cession d'actifs pétroliers. Toutefois, la gestion de la trésorerie courante et l'accélération de la mise en œuvre du PDES 2012-2015 et de l'I-3N ont tempéré ce rythme. Du côté des engagements, le Niger a procédé à un tirage sur les ressources du FMI à hauteur de 8,5 milliards et a respecté le calendrier de remboursement des concours de la BCEAO. Le Trésor a poursuivi ses interventions sur le marché

régional des titres, avec trois émissions des bons de Trésor pour un montant cumulé de 91,9 milliards, et un emprunt obligataire pour 25 milliards. Le Trésor a honoré tous les remboursements relatifs aux titres publics échus en 2013.

Globalement, la PNG s'est établie à -86,4 milliards au 31 décembre 2013, soit une amélioration de 41,3 milliards en variation annuelle.

L'évolution des crédits à l'économie a conforté sa tendance haussière (+2,5%) pour s'établir à 519,8 milliards au 31 décembre 2013. Cet élan est supporté par de nombreux facteurs aussi bien du côté de la demande que de celui de l'offre de ressources financières. Ces facteurs ont trait à la forte impulsion du dynamisme macroéconomique global, avec la poursuite de la mise en œuvre du PDES 2012-2015 et des investissements privés, aux effets induits de la production pétrolière et au bon allant des branches secondaire et tertiaire. Par ailleurs, les efforts en matière de restructuration du secteur bancaire (augmentation du capital, restructuration de l'actionnariat) se sont poursuivis. De plus, la couverture bancaire s'est inscrite dans le sillage du déploiement des activités économiques dans certaines régions.

Au total, le stock du financement à l'économie s'est ressenti de l'accroissement des concours à court, moyen et long termes. La remontée des avances s'explique essentiellement par le soutien aux entreprises minières, commerciales, manufacturières et à celles de transports et télécommunications ainsi qu'à des particuliers, principalement les salariés. Le financement à moyen et long termes a bénéficié à des établissements de commerce, à des sociétés de transports et de BTP ainsi qu'à des salariés et à des institutions financières non bancaires.

S'alignant sur l'évolution de l'activité économique et de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 81,1 milliards, ou 10,1% en valeur relative, par rapport à décembre 2012 pour se situer à 882,4 milliards à fin décembre 2013.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 99.053 millions contre 162.685 millions enregistré en 2012. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2003 à 2013 fait apparaître les évolutions suivantes :

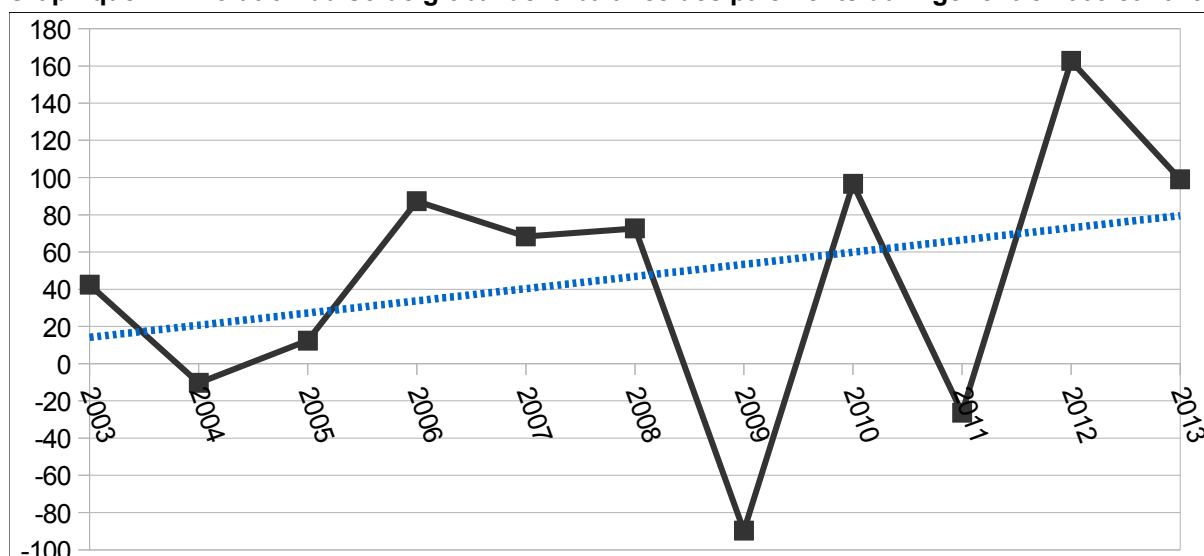
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

Année	Solde
2003	42 471
2004	-10 305
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053

Source : BCEAO.

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2012 et 2013 est présentée dans les sections suivantes.

I – COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2013 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 521.600 millions en 2012 à 568.281 millions en 2013, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des services, des revenus primaires et secondaires, partiellement compensée par une amélioration du solde de la balance des biens.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est accru de 0,2 point de pourcentage pour ressortir à 15,5% en 2013 contre 15,3% en 2012.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes

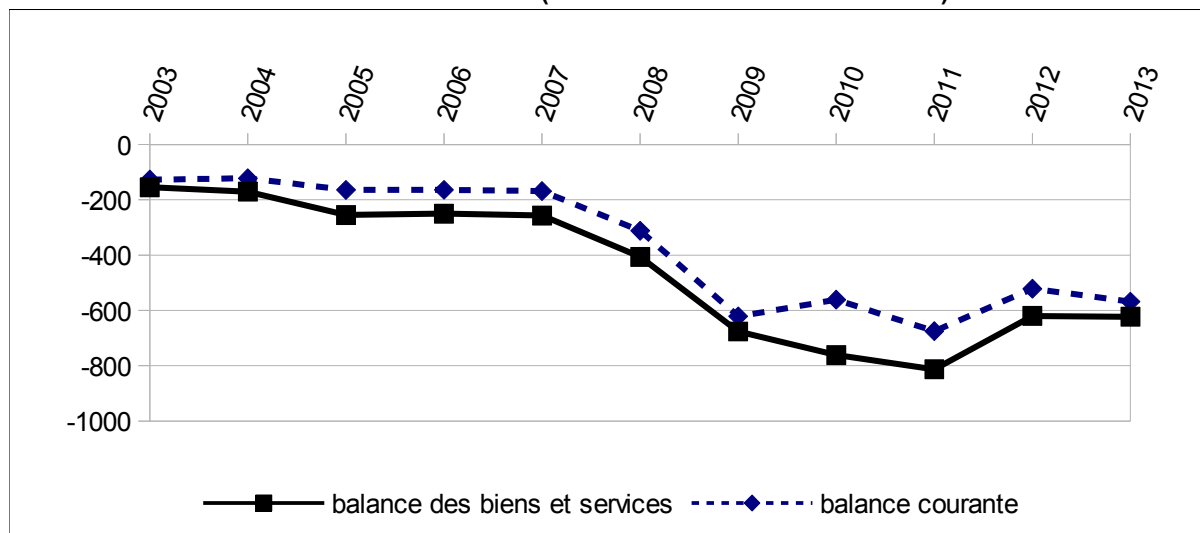
(Montants en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297	-622 991
Biens	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266
Services	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725
Revenus primaires	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267
Revenus secondaires	71 231	222 076	161 891	167 800	145 977
Solde du compte courant	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600	-568 281
Solde du compte courant (hors dons)	-638 611	-718 193	-754 301	-639 453	-623 039
PIB Nominal	2 548 447	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 659 561
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-24,4%	-19,8%	-22,3%	-15,3%	-15,5%

Source : BCEAO.

Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle de 2003 à 2009, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous. Cette corrélation marquée traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2011, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2011, les deux séries ont retrouvé leur évolution d'avant le choc de 2009.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2003 et 2013 (montants en milliards de FCFA)

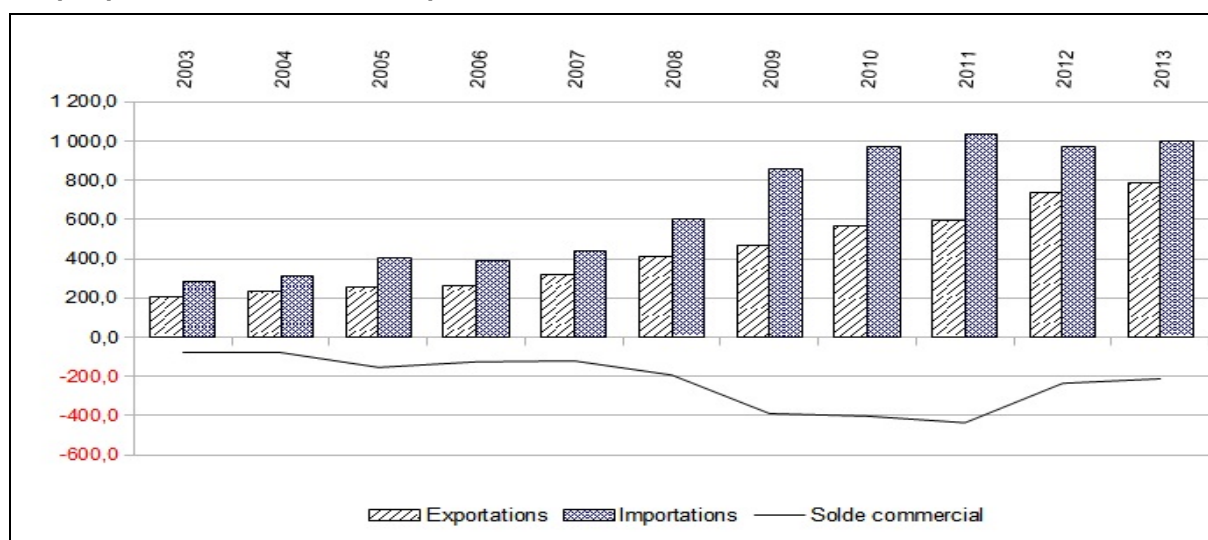


Source : BCEAO.

1.1 - Balance commerciale de biens

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial a connu une pause depuis 2012 (cf. graphique 3). Le déficit de la balance commerciale, qui était de 235.165 millions en 2012, s'est réduit pour atteindre 212.266 millions en 2013. Le ratio du déficit commercial au PIB épouse la même dynamique, en passant de 6,9% en 2012 à 5,8% en 2013.

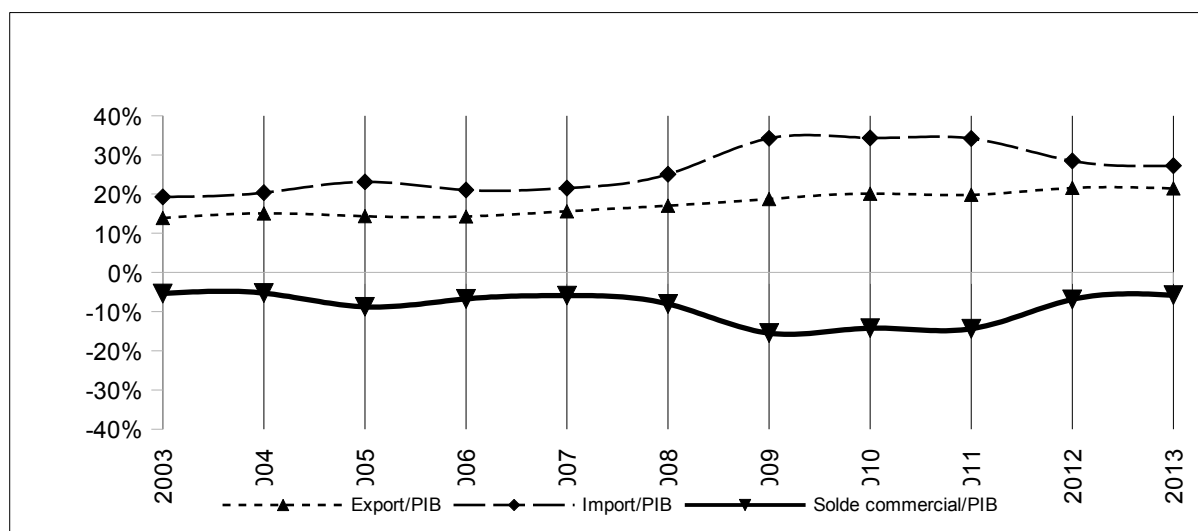
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

L'amélioration du déficit commercial entre 2012 et 2013 résulte de l'accroissement des exportations (+48.248 millions ou +6,6%) beaucoup plus important que celui des importations (+25.349 ou +2,6%). En effet, la vigueur des exportations traduit particulièrement la consolidation des ventes pétrolières avec une facture de 198.900 millions. Elle dénote également de la bonne tenue des réexportations et des produits agropastoraux. Cependant, les attentats intervenus sur les installations de la principale mine du Niger ont entraîné une baisse des exportations d'uranium, dont le montant passe de 338.710 millions en 2012 à 302.788 millions au cours de l'année sous revue. Parallèlement, les importations se sont accrues, en ligne avec la forte demande en biens d'équipement liée aux travaux dans les domaines minier, pétrolier, routier et des BTP notamment. Par ailleurs, la substitution progressive de l'offre extérieure de produits pétroliers par la production locale a permis de réduire considérablement la facture des importations. En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 78,7% en 2013 contre 75,8% un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

1.1.1 - Exportations de biens

1.1.1.1 - Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^e édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 784.609 millions en 2013 contre 736.361 millions en 2012, soit une hausse de 6,6% imputable à la rubrique « marchandises générales ». Cette performance provient notamment de l'exportation du pétrole raffiné et, dans une moindre mesure, de celles des produits agropastoraux. S'agissant des expéditions d'or, elles se sont établies à 29.704 millions en 2013 contre 45.330 millions 2012, soit une diminution de 34,5%, du fait de la fermeture temporaire de la Société des Mines du Liptako (SML), en raison de la décision du retrait de l'actionnaire majoritaire et des retards dans le choix du reprenneur.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

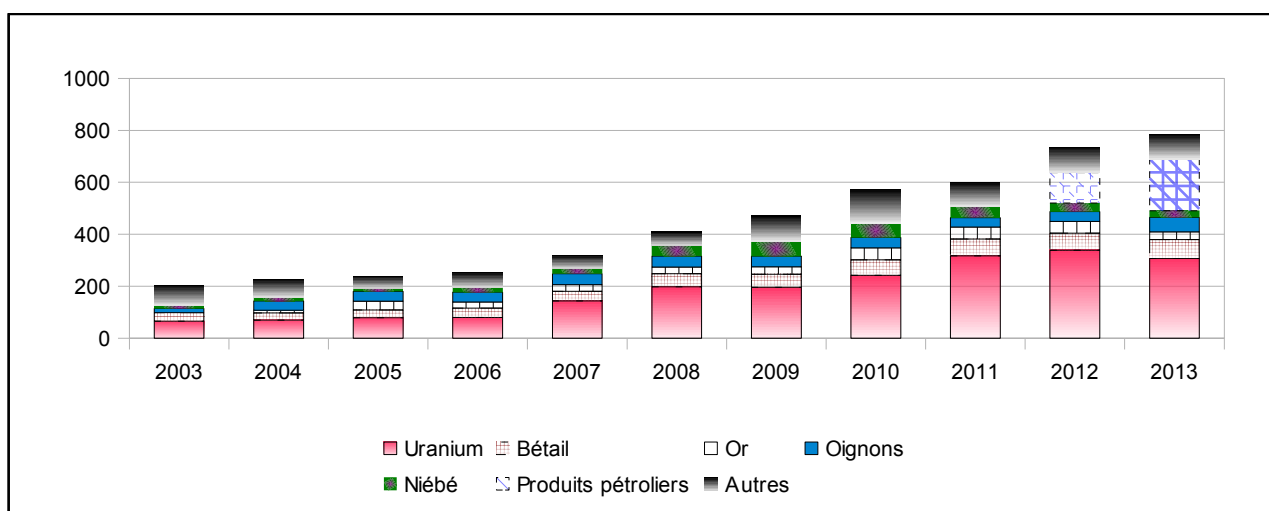
(Montants en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	431 112	523 722	553 371	690 976	754 905
<i>Dont réexportations</i>	24 721	45 707	46 443	64 549	71 931
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	16	55	0
Or non monétaire	29 137	46 409	46 067	45 330	29 704
Total exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361	784 609

Source : BCEAO.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or), des produits pétroliers et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

Encadré 1 : Mise en œuvre du PDES en 2013

Le Gouvernement du Niger a poursuivi pour la deuxième année consécutive, la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES), constituant le principal cadre de sa politique de développement économique et social. Le PDES est bâti sur cinq (5) axes stratégiques visant :

- ✓ la consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques ;
- ✓ la création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif ;
- ✓ la sécurité alimentaire et un développement agricole durable ;
- ✓ la promotion d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive ; et
- ✓ la promotion du développement social.

Le coût global du PDES a été estimé à 6.320 milliards, soit l'équivalent de plus de 12,4 milliards de dollars US sur la période 2012-2015.

La mise en œuvre du Plan en 2013 repose sur un fort engagement des Autorités politiques, tel que traduit à travers le vote par l'Assemblée Nationale d'une motion de confiance à l'endroit du Gouvernement sur la base d'un programme 2013-2015 dont le socle est le PDES.

Une nouvelle dynamique économique est impulsée depuis le début de sa mise en œuvre. Elle a permis le démarrage de grands programmes structurants et de réformes permettant de transformer en profondeur l'économie nigérienne et de fournir des services de qualité pour les populations en particulier les plus vulnérables.

Dans le rapport de mise en œuvre du PDES au titre de l'année 2013, il ressort que sur tous les axes stratégiques des résultats probants ont été relevés, notamment dans les domaines de la sécurité, de la diplomatie, de la justice et de la lutte contre la corruption, des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de l'accès à l'eau potable.

Ainsi, en matière de réformes économiques et financières, le Niger a profondément rénové en 2012 et 2013 le cadre légal et réglementaire de la gestion des finances publiques en y introduisant des réformes avancées conformément aux Directives de 2009 de l'UEMOA.

Pour les financements extérieurs, l'année 2013 a permis de concrétiser la signature et/ou l'approbation de cadres stratégiques avec la Banque Islamique de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Chine et la Banque Mondiale. Globalement, sur un montant total de 2.407 milliards d'annonces enregistrées lors de la Table Ronde de Paris, 2.284 milliards ont fait l'objet de signature de convention de financement entre novembre 2012 et le premier trimestre 2014, soit plus de 93,5% des objectifs fixés.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole durable, les réalisations enregistrées concernent particulièrement les domaines de la maîtrise de l'eau par l'irrigation, la création des centrales d'approvisionnement en intrants, la sécurisation des parcours pastoraux, la mise à disposition de kits pour la prévention et la gestion des crises alimentaires et l'amélioration de la coordination de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, la prévention et la gestion des catastrophes.

En ce qui concerne la promotion économique, l'intensification de la production et de l'exportation du pétrole raffiné, la résistance des secteurs miniers et touristiques à la récession économique mondiale et le démarrage des réformes visant l'amélioration du climat des affaires ont permis de soutenir la croissance du secteur secondaire.

De même, le rythme de l'activité a été soutenu par le démarrage des projets majeurs dans le domaine des infrastructures (routes, échangeur, centrale électrique, fibre optique, etc.) visant non seulement le désenclavement interne et externe du pays mais aussi la diversification des sources d'énergie et des Technologies de l'Information et de la Communication.

Pour ce qui est du développement social, l'accent a été mis sur la mise en œuvre d'une nouvelle politique éducative, la poursuite du Plan de Développement Sanitaire, du Programme National d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement et d'un nouveau Plan Stratégique intégrateur des secteurs de la population, du genre et de la protection sociale. Des progrès significatifs sont perceptibles grâce à une allocation orientée vers les objectifs du PDES en particulier. Ainsi, Dans le domaine de la promotion du développement social, il a été observé au plan de l'éducation primaire, des résultats positifs en matière de taux brut de scolarisation du primaire, qui est passé de 79,2% en 2012 à 81% en 2013, soit une augmentation de 1,9 point de pourcentage. Le taux brut de scolarisation des filles a quant à lui remonté de 70,7% en 2012 à 74,7% en 2013, soit une augmentation de 4 points de pourcentage. Le taux d'achèvement du cycle de base 1 s'est amélioré de 4,6 points de pourcentage entre 2012 et 2013, en ressortant à 55,8%.

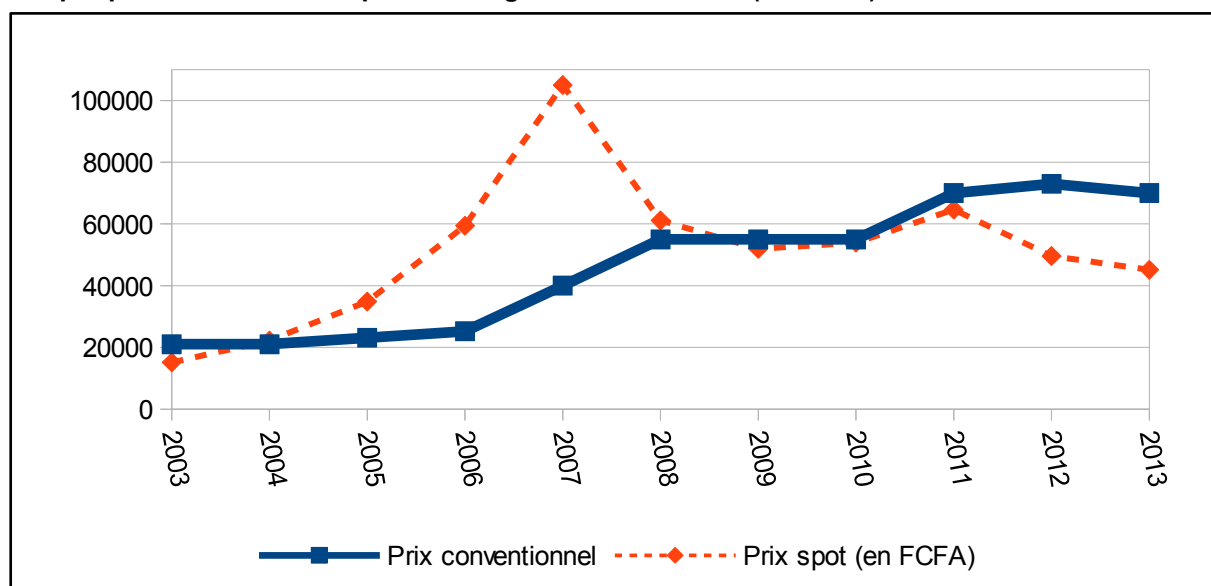
Source : Deuxième Rapport Annuel de mise en œuvre du PDES 2012-2015.

1.1.1.2 - Composition des exportations de biens

1.1.1.2.1 - Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4.382,4 tonnes en 2013 contre 4.622,9 en 2012. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est resté à 73.000 FCFA en 2013 comme l'année précédente. Dans ce contexte, les exportations d'uranium se sont établies à 302.788 millions en 2013, après 338.714,0 millions enregistrés en 2012, soit une baisse de 10,6% imputable au volume. En effet, l'attaque terroriste intervenue en mai 2013 sur le site de la Société des Mines de l'Aïr (SOMAIR) et les mouvements sociaux et les difficultés ayant pesé sur le bon fonctionnement de la Société des Mines d'Azélik (SOMINA) expliquent la baisse enregistrée.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

1.1.1.2.2 - Pétrole

La production des produits pétroliers est assurée par la Société de Raffinerie de Zinder (SORAZ) qui a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Cette production est répartie entre la consommation intérieure, estimée à 7.000 barils/jour, et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger a commencé à exporter des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement de la sous région. Les expéditions se sont établies à 198.900 millions en 2013 contre 116.627 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.3 - Or

Les ventes de l'or industriel ont connu une importante baisse, du fait de l'arrêt momentané de la SML, pour se situer à 25.336 millions en 2013. S'agissant de l'or orpaillé, les expéditions se sont établies à 4.368,0 millions en 2013. Ainsi, les exportations totales d'or ressortent à 29.704 millions en 2013 contre 45.330 millions l'année précédente.

1.1.1.2.4 - Bétail

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2013/2014 ayant été inférieurs à ceux de la saison 2012/2013, le déstockage a constitué une source d'appoint aux ménages. Ainsi, la quantité de bétail exportée a connu une hausse par rapport à l'année 2012. Au total, la valeur des exportations s'est accrue de 2,8% pour s'établir à 67.200 millions en 2013 contre 65.338 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.5 - Oignons

Les statistiques douanières font ressortir pour l'année 2013 un volume exporté de 94.464 tonnes. Ce volume a été majoré de 5% pour tenir compte des sorties non contrôlées, pour être porté à 99.187,1 tonnes, accusant ainsi une hausse de 11,6% en variation annuelle. Cette évolution est liée à la bonne répartition de la pluviométrie dans l'espace en 2012 ayant entraîné le remplissage des mares ainsi qu'à la hausse de la production induite par l'initiative 3N. De même, la réorganisation de la filière par la création des comptoirs de l'oignon, avec l'institution d'un bon d'enlèvement et de commercialisation, a permis une meilleure maîtrise des flux sur les transactions. Quant au prix à l'exportation, il a été estimé à 561 FCFA/kg en 2013. Ainsi, la valeur totale des exportations d'oignons ressort à 55.680 millions en 2013 contre 37.903 millions l'année précédente, soit une hausse de 17.780 millions, imputable au regain des volumes exportés.

1.1.1.2.6 - Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles, en raison d'un important commerce informel sur ce produit, mais aussi de la fraude douanière. Dans ces conditions, la valeur des exportations de niébé s'est située à 35.300 millions en 2013, en progression de 5,9% par rapport au niveau de 33.348 millions enregistré un an plus tôt. Cette situation résulte de la hausse du volume produit lors de la campagne sous revue, qui est passé de 1.329.500 tonnes en 2012 à 1.789.800 tonnes en 2013.

1.1.1.2.7 - Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.), principalement vers le Maghreb et le Nigeria. Ces exportations sont ressorties à 95.037 millions en 2013 contre 99.101 millions en 2012, soit une diminution de 4,1%. L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations² est ressorti à 3,0%, en hausse de 30 points de base par rapport à son niveau de 2012. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales

(Montants en millions de FCFA)

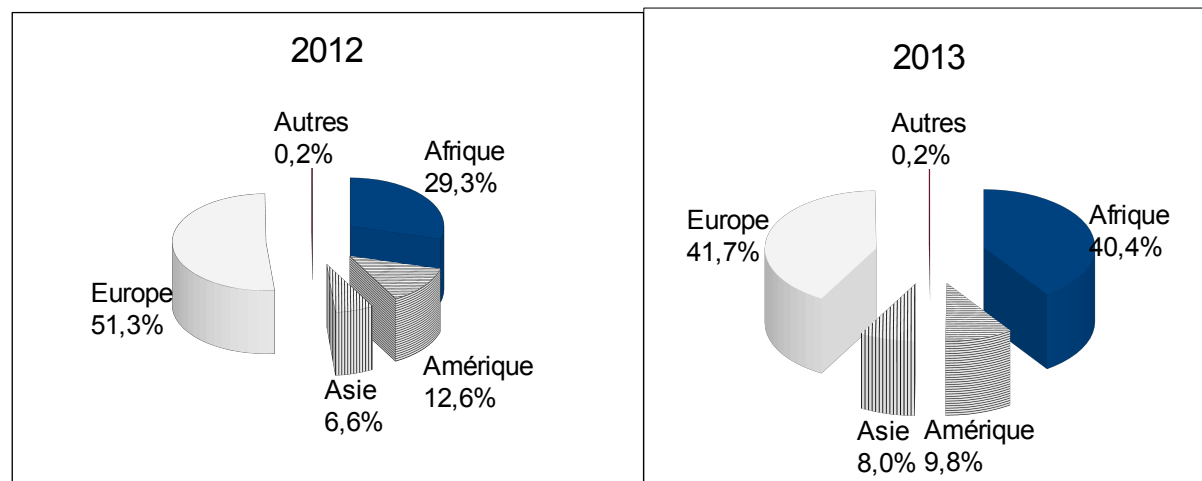
Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations totales ajustées	470 701	570 131	599 454	736 361	784 609
Service de la dette	17 381	17 354	19 855	19 856	23 189
Service de la dette/Exportations	3,7%	3,0%	3,3%	2,7%	3,0%

Source : BCEAO.

1.1.1.3 - Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique et de l'Asie et un repli de celles de l'Europe et de l'Amérique. Néanmoins, l'Europe demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 41,7% de ses ventes en 2013 contre 51,3% en 2012, suivie de l'Afrique (40,4%), de l'Amérique (9,8%) et de l'Asie (8,0%) comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2012 et 2013



Source : BCEAO.

Le baisse de la part de l'Europe s'explique par la diminution des volumes de l'uranium et d'or exportés en raison des attentas terroristes ayant affecté la principale mine du pays et la fermeture temporaire de la Société des Mines du Liptako (SML).

Quant à l'Afrique, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 40,4% des échanges. Cette situation est due essentiellement à l'exportation du pétrole raffiné en direction des pays voisins.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries³ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 15,8% des exportations du Niger en 2013 alors que le niveau était de 12,3% en 2012. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et,

³ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place en 2007 une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. annexe 2.3).

La position de l'Amérique avec 65.856 millions s'explique par les ventes de l'uranium vers les États-Unis. Pour sa part, l'Asie a reçu 8% des exportations du Niger en 2013 contre 6,6% l'année précédente.

1.1.2 - Importations de biens

1.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^e édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens

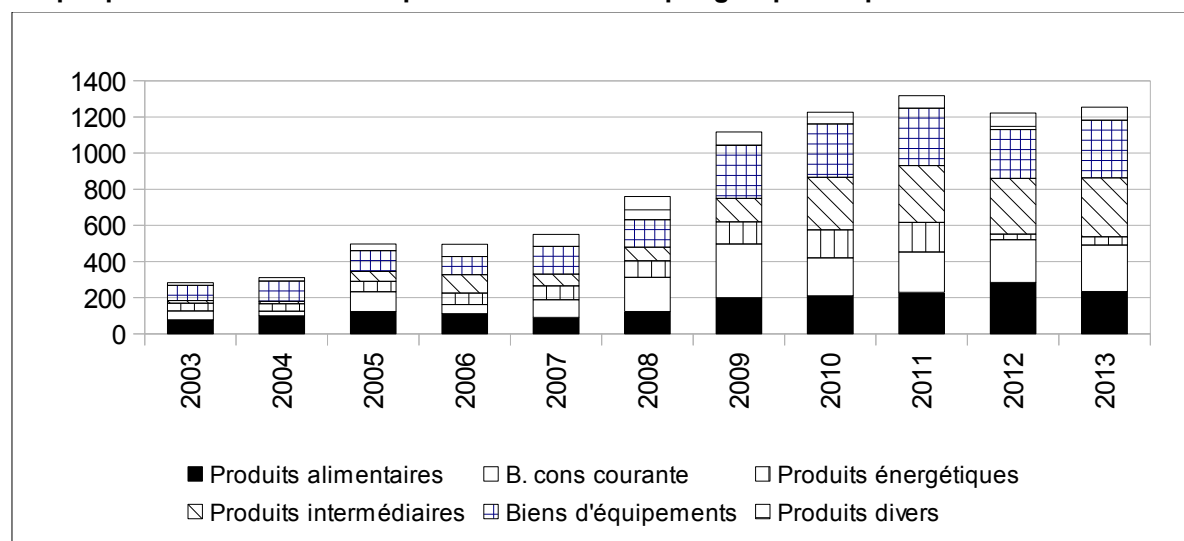
(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	837 835	962 601	1 034 500	971 526	996 875
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations fob de biens	837 835	962 601	1 034 500	971 526	996 875
PIB nominal	2 548 447	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 659 561
Importations fob de biens /PIB	33,50%	34,00%	34,20%	28,45%	27,24%

Source : BCEAO.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2003 à 2013



Source : BCEAO.

1.1.2.2 - Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits (annexe 1.11) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens intermédiaires, dont notamment le ciment, le fer, l'acier et les produits chimiques, constituent le groupe prédominant, avec 26,0% du total des achats à l'extérieur, suivis des biens d'équipement (25,4%) et de consommation courante (20,5%), des produits alimentaires (18,7%) et des autres (5,8%). L'accroissement des importations des biens intermédiaires et d'équipement est en liaison avec les grands travaux dans le domaine des BTP au niveau des sites miniers et pétroliers ainsi que dans le domaine d'eau et d'électricité. Quant à la baisse des achats de produits alimentaires, elle résulte de la bonne campagne enregistrée un an plus tôt et de l'impact de l'initiative 3N sur le secteur primaire.

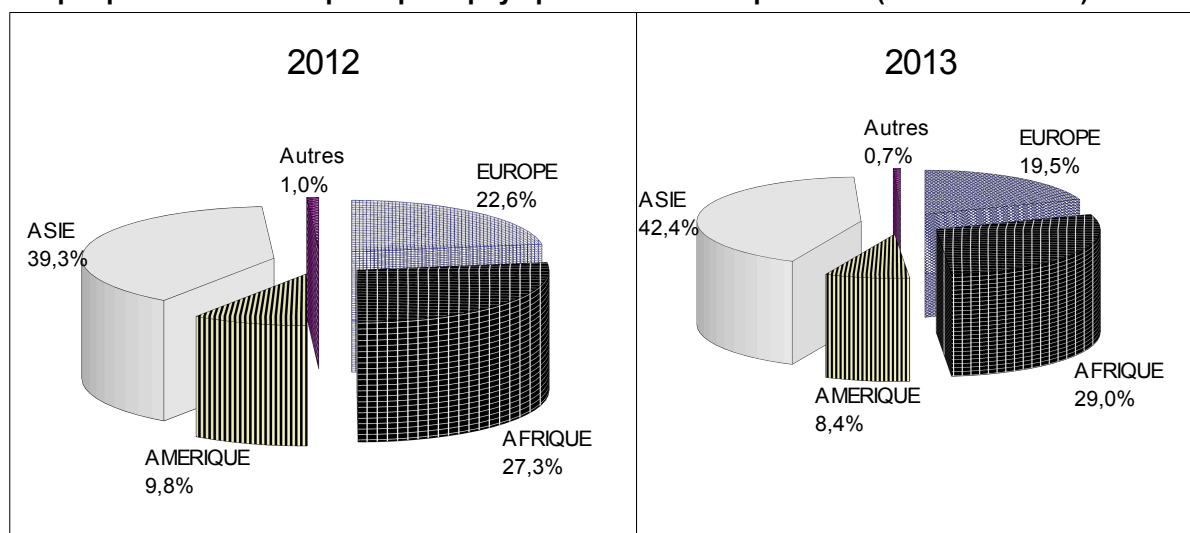
1.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

Comme l'indique l'annexe 1.12, la zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 42,4% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2013 contre 39,3% un an plus tôt. Elle est suivie par l'Afrique et l'Europe avec respectivement 29,0% (contre 27,3% en 2012) et 19,5% des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 9,0% des importations du Niger.

L'Asie fournit pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 394.483 millions en 2013 contre 363.716 millions en 2012. Cette augmentation est essentiellement imputable au regain des importations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules d'occasion et des produits de conserve. Elles ont baissé de 6,4%, pour ressortir à 181.384 millions en 2013 contre 209.326 millions un an plus tôt.

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2012 et 2013)



Source : BCEAO.

Au niveau du continent africain, 65,9% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 177.524 millions en 2013 contre 162.028 millions à fin décembre 2012. Ces transactions sont dominées par le Togo (37,12%), suivi du Bénin (25,5%) et de la Côte d'Ivoire (19,6%).

1.2 - Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est creusé de 25.593 millions pour ressortir à 410.725 millions en 2013 contre 385.132 millions en 2012. Cette situation résulte essentiellement de la consommation des autres services extérieurs. Ces derniers sont constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'information, de recherches et développement, de conseil en gestion, de réparation et des travaux de construction. En effet, le solde des autres services a connu une dégradation significative en passant d'un solde déficitaire de 99.203 millions en 2012 à 144.284 millions en 2013. La poursuite de l'exploration dans les domaines minier et pétrolier, particulièrement la reconstruction des installations de la SOMAIR, et pétrolier, des grands travaux de construction ainsi que l'intensification des activités dans la branche télécommunications expliquent l'essentiel de cette demande.

Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2009 à 2013

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898
Voyage	5 785	6 771	5 497	6 922	5 457
Autres services	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284
Total balance des services	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725

Source : BCEAO.

1.2.1 - Transports

Malgré l'évolution de la balance de fret de 6,8%, le solde déficitaire des transports s'est amélioré, passant de 292.851 millions en 2012 à 271.898 millions en 2013. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont chiffrées à 256.060 millions, en lien avec la progression des importations. Quant au solde des transports des passagers, il a connu une amélioration de 36.555 millions par rapport à son niveau de 2012, en rapport avec le dynamisme des sociétés de transports de passagers et l'organisation des foires.

Tableau 7 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Transports	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898
- passagers	-13 186	-1 435	-1 438	-52 546	-15 991
- Fret	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849	-256 060
- Autres	120	-660	-564	-456	153
Importations CAF de marchandises	-1 116 328	-1 226 242	-1 318 300	-1 222 045	-1 253 931
Fret/Importations CAF	21,00%	21,50%	20,50%	20,50%	20,50%

Source : BCEAO.

1.2.2 - Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 5.457 millions en 2013 contre 6.922 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une baisse de 21,2% par rapport à l'année 2012, reflétant la diminution des voyages à titre professionnel, dont la balance est passée de 6.456 millions en 2012 à 4.823 millions en 2013.

Tableau 8 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Voyages	5 785	6 771	5 497	6 922	5 457
- à titre professionnel	3 949	4 146	5 236	6 456	4 823
- à titre personnel	1 836	2 625	261	466	634

Source : BCEAO.

1.2.3 - Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 144.284 millions contre 99.203 millions en 2012, soit une dégradation de 44.086 millions ou 44,4%. Cette détérioration est essentiellement imputable à la conduite des grands travaux de construction, notamment dans le domaine minier et pétrolier, les BTP (construction de l'échangeur de Niamey, travaux routiers, hôpital de référence de Niamey) et les télécommunications.

Tableau 9 : Evolution du poste "Autres services"

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-1 638	-13 319	-16 994
Travaux de construction	-25 985	-38 499	-84	-50 126	-62 068
Services d'assurance et de retraite	-7 074	-11 287	-4 304	-973	-210
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-1 710	-4 928	-80 621	-6 649	-18 673
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-14 226	-28 229	-2 444	-30 783	-47 289
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	72	124	1 697	2 706	2 341
Divers autres services	-8 585	-17 109	-939	-59	-1 391
Total Autres services	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284

Source : BCEAO.

1.3 - Compte des revenus primaires

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, et les revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus primaires s'est dégradé de 22.164 millions pour s'établir à -91.267 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications et des intérêts sur la dette extérieure publique et privée, plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire

(Montants en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	15 085	15 572	12 059	13 264	10 316
Revenus des investissements	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583
Dont intérêts sur la dette publique extérieure	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413	-6 384
Revenus primaires nets	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267

Source : BCEAO.

Les revenus des salariés nets, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 10.316 millions en 2013 contre 13.264 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par le retour massif des émigrés notamment de la Lybie suite à la dégradation du contexte sécuritaire et l'accroissement des rapatriements de salaires du personnel étranger, notamment chinois.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est alourdi de 19.217 millions entre 2012 et 2013, en ressortant à -101.583 millions. Les versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications constituent l'essentiel de ces flux. S'agissant des intérêts de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 6.384 millions en 2013 contre 7.413 millions en 2012. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 6,3%, en baisse par rapport à 2012.

Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Total des revenus des investissements	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583
.Revenus des investissements directs	-25 126	-8 161	-29 145	-59 756	-91 407
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413	-6 384
. Autres revenus des investissements	-1 502	-25 694	396	-15 197	-3 792
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	14,30%	9,50%	20,50%	9,0%	6,3%

Source : BCEAO.

1.4 - Compte des revenus secondaires

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense.

S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées en 2013 sont ressorties à 53.900 millions contre 93.100 millions en 2012. Plus de 42% des montants reçus proviennent de l'Union Européenne et 46,1% du fonds catalytique de l'IDA/BM.

S'agissant des aides en espèces et en nature, reçues par le Niger, elles sont évaluées à 24.824 millions en 2013, dont 10.871,8 millions de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire.

En revanche, l'Etat du Niger procède également à un transfert au titre du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional. Les montants transférés atteignent à 7.076,3 millions en 2013.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG ont progressé de 17.306 millions pour s'établir à 67.253 millions, en dépit du léger recul des envois de fonds des travailleurs suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la sous-région. Cette évolution résulte aussi de la campagne agricole 2013 moins bonne que celle de 2012, qui a vu les flux de transferts aux ménages et aux ONG augmenter, contrairement à l'année 2012.

Au total, le solde des revenus secondaires s'est établi à 145.977 millions contre 167.800 millions un an plus tôt, en rapport avec la diminution des transferts publics notamment les aides budgétaires.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
- Administration publique	17 298	156 726	79 033	117 853	78 724
. dont aides budgétaires	5 900	47 200	56 500	93 101	53 900
- Autres secteurs	53 933	65 350	82 858	49 947	67 253
. dont envois de fonds des travailleurs	21 046	15 191	13 636	17 955	16 551
Total des revenus secondaires	71 231	222 076	161 891	167 800	145 977

Source : BCEAO.

II – Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 282.070 millions contre 139.321 millions en 2012. Ce mouvement haussier est imputable à la fois aux dons projets (+127.500 millions) et aux cessions d'actifs non financiers non produits (+15.581 millions). L'évolution de ce dernier poste résulte d'une cession d'actifs pétroliers pour 59.100 millions et du versement d'un bonus de signature de 1.200 millions, qui ont plus que couvert une acquisition d'actifs miniers de 44.600 millions.

Les dons projets proviennent principalement des pays de l'Union Européenne, de la Chine, des agences des Nations Unies et du Fonds Européen de Développement (FED), à la faveur du renforcement de la coopération avec ces pays et institutions.

Tableau 13 : Evolution du compte de capital*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
- Transferts de capital Adm. Publ.	109 169	82 995	57 157	126 500	251 664
. Remise de dette	3 669	0	0	3 000	664
. Autres transferts (dont dons projets)	105 500	82 983	57 157	123 500	251 000
- Transferts des autres secteurs	11 227	14 030	14 687	14 090	14 825
Total des transferts de capital	120 396	97 025	71 844	140 590	266 489
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers nc	-38	-40	-3 321	-1 269	15 581
Total compte de capital	120 358	96 985	68 523	139 321	282 070

Source : BCEAO.

III – Compte financier

Le compte financier retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Ainsi, le solde financier est passé de -550.169 millions en 2012 à -392.692 millions en 2013, soit une diminution de 28,6%. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -305.516 millions en 2013 contre -428.379 millions en 2012, résultant pour l'essentiel du ralentissement du rythme des forages sur le site d'AGADEM et du rallongement du plan initial des travaux sur le site d'Imouraren, conjugué à la récupération des coûts pétroliers de la CNPC-NP.

Encadré 2 : Principe de récupération des coûts pétroliers

Le Niger a signé le 02 juin 2008 un Contrat de Partage de Production (CPP) avec la CHINA National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC), en vue de la mise en exploitation de ses réserves pétrolières au niveau du bloc Agadem. A cet effet, la CNODC a réalisé, entre 2008 et 2011, des forages sur le site pétrolier d'Agadem (région de Diffa) et construit une raffinerie dans la banlieue de Zinder ainsi que le pipeline d'alimentation de la raffinerie d'Agadem à Zinder, long de 462,5 Km. La CNODC a créé deux sociétés de droit nigérien, la CNPC-NP et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), chargées respectivement de la production et du raffinage du pétrole brut. La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, dont le capital est entièrement souscrit par la CNODC. Quant à la SORAZ, son capital est détenu à hauteur de 40% par l'État du Niger et de 60% par la CNODC.

Le volume de ces investissements directs étrangers réalisés en amont (champs pétroliers et construction du pipeline) à la date du 31 décembre 2011 a été officiellement évalué à 1.758.238.178 dollars US.

L'exploitation pétrolière au Niger ayant démarré avec l'inauguration officielle de la SORAZ le 28 novembre 2011, le CPP prévoit en ses articles 40, 41 et 42 une clé de partage de la production entre la CNPC-NP, qui a repris les actifs de la CNODC, et l'Etat du Niger. La production est répartie en redevances pétrolières (12,5%), récupération des coûts pétroliers (70% de la production nette de la redevance), tax oil (taux variable de 40% à 50% appliqué à la production nette de la redevance et de la récupération des coûts) et profit oil (pour le reliquat). La redevance pétrolière et la tax oil sont perçues par l'Etat du Niger, les coûts pétroliers sont récupérés par la CNODC et le profit oil est partagé entre les actionnaires (Etat du Niger (15%), CNODC (65%) et OPIC (20%)).

De ce fait, les échanges extérieurs du Niger seront marqués par des flux financiers sortants relatifs à la récupération des coûts et au rapatriement du profil oil ; les flux entrants étant constitués des recettes d'exportation.

Pour l'année 2012, première année d'exploitation, la récupération des coûts a porté sur un montant de 48,3 milliards de FCFA. Le montant récupéré ressort à 79,1 milliards pour l'année 2013.

En conclusion, il convient de souligner que l'évolution des IDE et, plus globalement, de la position extérieure nette du Niger sera marquée par cette récupération des coûts pétroliers sur les prochaines années jusqu'à concurrence du montant de l'investissement initial, augmenté du montant des autres dépenses réalisées post 2011 dans le cadre de l'extension de l'activité. Par la suite, les flux sortants prendront plus d'ampleur sous forme de rapatriement de dividendes (profit oil).

Toutefois, un effet positif indirect est tiré de la baisse de la facture d'importation des produits pétroliers du Niger et de certains pays de l'Union.

Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
- Investissements directs	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516
- Investissements de portefeuille	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875	9 417
- Dérivés financiers	0	0	-94	0	0
- Autres investissements	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593
Total des opérations financières	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692

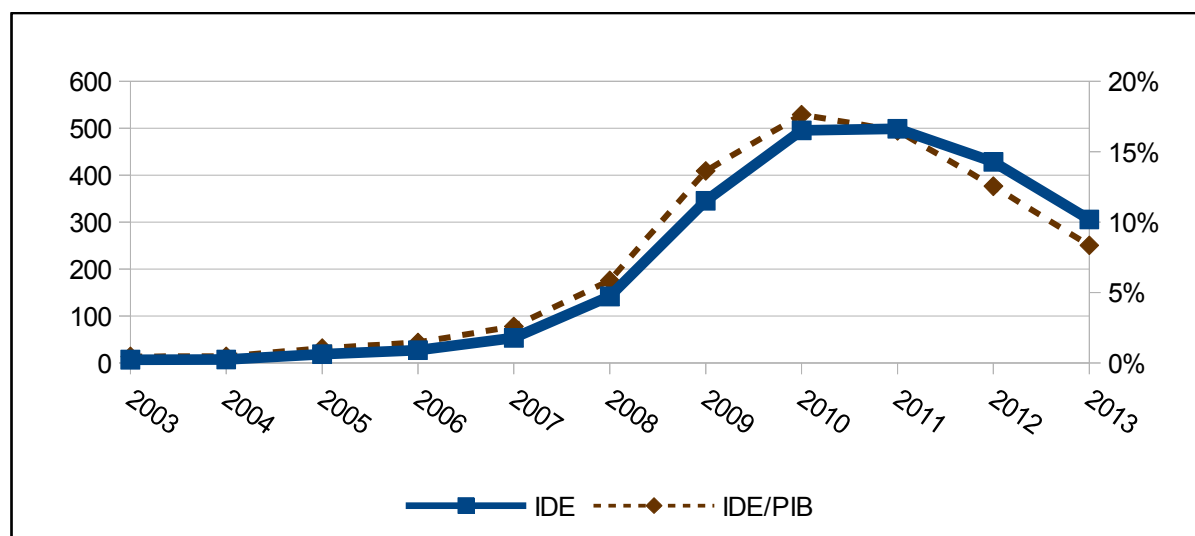
Source : BCEAO.

Les investissements de portefeuille ont connu un solde positif de 9.417 millions, en lien avec les souscriptions des titres publics émis dans les autres Etats de l'Union par les banques du Niger, qui ont plus que couvert les achats nets de titres du Niger par les non-résidents.

Comme l'indique le graphique 10 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2003 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011. Ayant débuté en 2004, avec l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004, les IDE se sont renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications.

Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. Toutefois, une baisse est constatée pour l'année 2013.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2003 et 2013



Source : BCEAO.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 467.897 millions en 2012 à 512.174 millions en 2013, soit une augmentation de 44.277 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2009.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2012/2013
Avoirs extérieurs	296 970	374 459	344 796	504 130	553 533	49 403
Position de réserve	4 645	7 501	10 314	6 323	4 943	-1 380
DTS détenus	38 757	41 291	42 236	41 495	39 767	-1 729
Avoirs en devises	253 568	325 667	292 246	456 312	508 823	52 511
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	27 873	33 976	30 658	36 233	41 359	5 126
Recours aux crédits FMI	25 833	29 960	28 369	33 283	36 135	2 852
Banques et institutions étrangères	2 030	4 016	2 290	2 944	1 581	-1 363
Engagements en monnaies étrang.	-	-	-	-	-	0
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	0
Transferts à exécuter	10	0	0	6	3 643	3 636
Avoirs extérieurs nets	269 097	340 483	314 137	467 897	512 174	44 277

Source : BCEAO.

L'analyse du tableau 15 ci-dessus révèle que la hausse des avoirs officiels nets en 2013 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises (+52.511 millions), atténuée par la diminution de la position de réserve (-1.729 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par le recours aux crédits du FMI (+2.852 millions) et les transferts à exécuter (+3.636 millions).

4.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont raffermis de 56.159 millions en passant de 11.587 millions en 2012 à 67.746 millions en 2013. Cette situation reflète une accumulation d'avoirs extérieurs, partiellement compensée par la progression des engagements, comme l'indique le tableau 16 ci-après.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques*(Montants en millions de FCFA)*

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	Variation 2012/2013
Avoirs	121 240	129 327	157 347	252 985	95 638
Engagements	-120 930	-131 020	-145 760	-185 239	-39 479
Position monétaire extérieure (1)	310	-1 693	11 587	67 746	56 159

Source : BCEAO.

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

En 2013, l'évolution du secteur monétaire s'est traduite par une amélioration de 100.436 millions, imputable à une hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie nette négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 99.053 millions contre un excédent de 162.685 millions en 2012.

Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Variation des AEN de la BC	73 069	-71 365	26 346	-153 760	-44 277
Variation des AEN du sect. Banc.	18 110	-30 698	2 003	-13 280	-56 159
Solde monétaire	91 179	-102 063	28 349	-167 040	-100 436
Réévaluation	-1 425	5 475	-275	4 355	1 383
Solde global de la balance des paiements	-89 754	96 588	-28 074	162 685	99 053

Source : BCEAO.

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

5.1 - Variation de la position extérieure globale

A fin 2013, la position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -2.399.349 millions contre un solde de -1.884.841 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des

engagements plus rapide que celle des avoirs, en liaison principalement avec les capitaux privés étrangers.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2013 sont retracés à l'annexe 1.18.

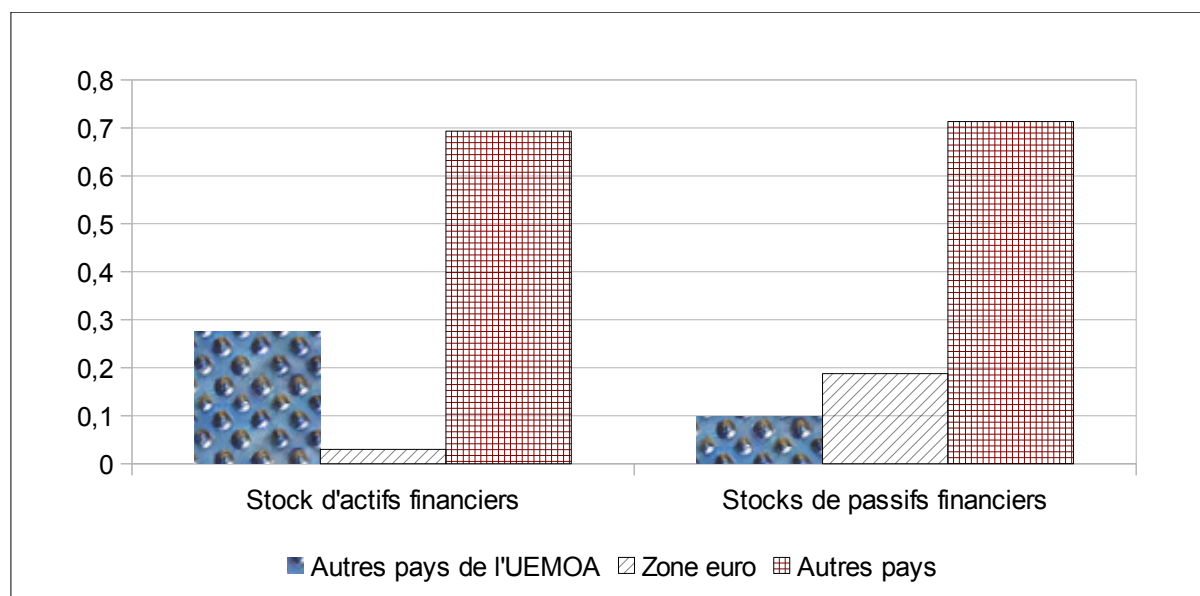
Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 994.434 millions en 2013 contre 777.519 millions en 2012. Cette hausse résulte principalement des investissements directs étrangers (+48.550 millions) et des autres investissements (+104.609 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 3.393.783 millions en 2013 contre 2.662.360 en 2012, en progression de 731.423 millions essentiellement imputable à la hausse des « investissements directs étrangers » (+352.611 millions) et des « autres investissements » (+153.495 millions).

5.2 - Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays à hauteur de 69,3% et des pays de l'UEMOA avec 27,6% (voir graphique 11). Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (71,3%), suivis de la zone euro (18,8%) et des autres pays de l'UEMOA (9,9%). Ils sont essentiellement constitués des dépôts à court terme, des prêts et des crédits commerciaux.

Graphique 11 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2013



Source: BCEAO.

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti excédentaire de 99.053 millions contre 162.685 millions enregistrés en 2012. Cette évolution résulte d'une aggravation du déficit courant, de l'augmentation de l'excédent du compte de capital et de la baisse du solde des opérations financières.

En effet, le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 521.600 en 2012 à 568.281 millions en 2013, traduisant la dégradation des soldes des services, des revenus primaires et secondaires, partiellement compensée par une amélioration du solde commercial.

L'amélioration du déficit commercial entre 2012 et 2013 s'explique par l'accroissement des exportations (+48.248 millions ou +6,6%) beaucoup plus important que celui des importations (+25.349 ou +2,6%).

Le déficit de la balance des services s'est creusé de 25.593 millions pour ressortir à 410.725 millions en 2013 contre 385.132 millions en 2012, reflétant la consommation des autres services extérieurs, imputable à la conduite des grands travaux de construction, notamment dans le domaine minier et pétrolier, les BTP (construction de l'échangeur de Niamey, travaux routiers, hôpital de référence de Niamey) et les télécommunications.

Le solde des revenus primaires s'est dégradé de 22.164 millions pour s'établir à - 91.267 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications et des intérêts sur la dette extérieure, plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Le solde des revenus secondaires s'est établi à 145.977 millions contre 167.800 millions un an plus tôt, en rapport avec la diminution des transferts publics notamment les aides budgétaires.

Le solde du compte de capital s'est situé à 282.070 millions contre 139.321 millions en 2012, porté à la fois par les dons projets (+127.500 millions) et les cessions d'actifs non financiers non produits (+15.581 millions).

S'agissant du solde financier, il est passé de -550.169 millions en 2012 à -392.692 millions en 2013. Cette évolution traduit principalement le reflux des capitaux privés étrangers, sous forme d'apports des investisseurs directs après le pic intervenu en 2011.

A fin 2013, la position extérieure globale (PEG) du Niger s'est située à -2.399.349 millions contre un solde de -1.884.841 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements plus rapide que celle des avoirs, en liaison principalement avec les entrées des capitaux privés étrangers.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA. A cet égard, pour inverser cette tendance, les propositions, ci-après, peuvent être formulées :

- **l'accroissement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires et des biens manufacturés**, en vue d'atténuer la vulnérabilité aux chocs liés aux fluctuations de la demande mondiale, à la volatilité des prix et aux variations climatiques ;
- **l'amélioration de la qualité et de la diversité des biens destinés à l'exportation ;**
- **la mise en place de politiques visant une meilleure exploitation du potentiel touristique et un accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et travaux publics**, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **l'amélioration du climat des affaires**, en vue d'accroître les opportunités de financement des secteurs agricole et industriel et favoriser un afflux plus important de capitaux étrangers, qui sont pour l'instant essentiellement orientés vers les secteurs minier et pétrolier faiblement connectés au reste de l'économie ;
- **la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes**, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;
- **la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- **la poursuite des mesures visant une promotion de l'épargne intérieure ;**
- **la réactivation du Comité Chaîne-Douane**, en vue de l'amélioration de la qualité des statistiques du commerce extérieur.

ANNEXES

SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	37
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	38
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	39
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	40
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	40
Annexe 1.6 : Compte de biens	40
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	40
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	41
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	41
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	42
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	42
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	43
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	44
Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires	44
Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires	44
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	45
Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières	45
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	46
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	47
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	48
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)	49
Annexe 2.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles	57
Annexe 2.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013	57
Annexe 2.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013	58
Annexe 2.4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012	58
Annexe 2.5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013	59
Annexe 2.6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012	59
Annexe 2.7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013	60
Annexe 2.8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012	60
Annexe 3.1 : Présentation des principales innovations introduites par la 6 ^e édition du manuel de la balance des paiements	61
Annexe 3.2 : Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé	63

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Biens et services	1 087 843	1 656 124	-568 281
1.A	Biens et services	857 495	1 480 486	-622 991
1.A.a	Biens	784 609	996 875	-212 266
1.A.a.1	Marchandises générales	754 905	996 875	-241 970
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	71 931	0	71 931
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	29 704	0	29 704
1.A.b	Services	72 886	483 611	-410 725
1.A.b.3	Transport	2 953	274 851	-271 898
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	995	257 055	-256 060
1.A.b.4	Voyage	28 565	23 108	5 457
1.A.b.0	Autres services	41 368	185 652	-144 284
1.B	Revenus primaires	41 454	132 721	-91 267
1.B.1	Revenus des salariés	29 570	19 254	10 316
1.B.2	Revenus des investissements	11 884	113 467	-101 583
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	188 894	42 917	145 977
1.C.1	Administrations publiques	85 801	7 077	78 724
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	53 900	0	53 900
1.C.2	Autres secteurs	103 093	35 840	67 253
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	42 496	25 945	16 551
2	Compte de capital	329 663	47 593	282 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	60 300	44 719	15 581
2.2	Transfert en capital	269 363	2 874	266 489
2.2.1	Administrations publiques	251 664	0	251 664
	<i>Remises de dettes</i>	664	0	664
2.2.2	Autres secteurs	17 699	2 874	14 825
3	Compte financier	217 140	510 779	-293 639
3.1	Investissements directs	49 765	355 281	-305 516
3.2	Investissements de portefeuille	11 420	2 003	9 417
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	60 102	156 695	-96 593
3.5	Avoirs de réserves	95 853	-3 200	99 053
6	Erreurs et omissions nettes	-1 200 366	-1 192 938	-7 428

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 087 843	1 656 124	-568 281
1.A	Biens et services	857 495	1 480 486	-622 991
1.A.a	Biens et services	784 609	996 875	-212 266
1.A.a.1	Biens	754 905	996 875	-241 970
1.A.a.1.1	Marchandises générales	71 931	0	71 931
1.A.a.2	<i>Dont : Réexportations</i>	0	0	0
1.A.a.3	Exportations nettes dans le cadre du négoce	29 704	0	29 704
1.A.b	Or non monétaire	72 886	483 611	-410 725
1.A.b.3	Services	2 953	274 851	-271 898
1.A.b.3.0.2	Transport	995	257 055	-256 060
1.A.b.4	<i>Dont : Fret</i>	28 565	23 108	5 457
1.A.b.0	Voyage	41 368	185 652	-144 284
1.B	Autres services	41 454	132 721	-91 267
1.B.1	Revenus primaires	29 570	19 254	10 316
1.B.2	Revenus des salariés	11 884	113 467	-101 583
1.B.3	Revenus des investissements	0	0	0
1.C	Autres revenus primaires	188 894	42 917	145 977
1.C.1	Revenus secondaires	85 801	7 077	78 724
1.C.1.4	Administrations publiques	53 900		53 900
1.C.2	<i>Aides budgétaires</i>	103 093	35 840	67 253
1.C.2.1.1	Autres secteurs	42 496	25 945	16 551
	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>			
2	Compte de capital	329 663	47 593	282 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	60 300	44 719	15 581
2.2	Transfert en capital	269 363	2 874	266 489
2.2.1	Administrations publiques	251 664	0	251 664
	<i>Remises de dettes</i>	664	0	664
2.2.2	Autres secteurs	17 699	2 874	14 825
	Compte financier			
3	Investissements directs	121 287	513 979	-392 692
3.1	Investissements de portefeuille	49 765	355 281	-305 516
3.2	Dérivés financiers	11 420	2 003	9 417
3.3	Autres investissements	0	0	0
3.4	Avoirs de réserves	60 102	156 695	-96 593
	Erreurs et omissions nettes	0	107 681	-107 681
3.5	Autres secteurs	60 102	49 014	11 088
6	Erreurs et omissions nettes	-1 200 366	-1 192 938	-7 428
7	Solde global	95 853	-3 200	99 053
8	Avoirs et engagements extérieurs	-95 853	3 200	-99 053
8.1	Banque centrale	-51 346	-6 691	-44 655
8.2	Autres institutions de dépôts	-44 507	9 891	-54 398

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2009	2010	2011	2012	2013
1	Compte des transactions courantes	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600	-568 281
1.A	Biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297	-622 991
1.A.a	Biens et services	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266
1.A.a.1	Biens	-406 033	-453 883	-481 129	-280 550	-241 970
1.A.a.1.1	Marchandises générales	25 694	45 707	46 443	64 549	71 931
1.A.a.2	<i>Dont : Réexportations</i>			16	55	
1.A.a.3	Exportations nettes dans le cadre du négoce	29 100	46 400	46 067	45 330	29 704
1.A.b	Or non monétaire	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725
1.A.b.3	Services	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898
1.A.b.3.0.2	Transport	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849	-256 060
1.A.b.4	<i>Dont : Fret</i>	5 785	6 771	5 497	6 922	5 457
1.A.b.0	Voyage	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284
1.B	Autres services	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267
1.B.1	Revenus primaires	15 085	15 572	12 059	13 264	10 316
1.B.2	Revenus des salariés	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583
1.B.3	Revenus des investissements					
1.C	Autres revenus primaires	71 231	222 076	161 891	167 800	145 977
1.C.1	Revenus secondaires	17 289	156 726	79 033	117 853	78 724
1.C.1.4	Administrations publiques	5 900	47 200	56 500	93 101	53 900
1.C.2	<i>Aides budgétaires</i>	53 933	65 350	82 858	49 947	67 253
1.C.2.1.1	Autres secteurs	21 046	15 191	13 636	17 955	16 551
	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>					
2	Compte de capital	120 358	96 985	68 523	139 321	282 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	-38	-40	-3 321	-1 269	15 581
2.2	Transfert en capital	120 396	97 025	71 844	140 590	266 489
2.2.1	Administrations publiques	109 169	82 995	57 157	126 500	251 664
	<i>Remises de dettes</i>	3 669		164	3 000	664
2.2.2	Autres secteurs	11 227	14 030	14 687	14 090	14 825
	Compte financier					
3	Investissements directs	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692
3.1	Investissements de portefeuille	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516
3.2	Dérivés financiers	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875	9 417
3.3	Autres investissements			-94	0	0
3.4	Avoirs de réserves	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593
3.4.0.3	Erreurs et omissions nettes	-31 040	-13 855	-12 125	-73 100	-107 681
3.4.0.4	Autres secteurs	-34 417	-48 819	-112 860	-43 815	11 088
6	Erreurs et omissions nettes	-7 063	-6 496	-4 956	-5 205	-7 428
7	Solde global	-89 754	96 588	-28 074	162 685	99 053
8	Avoirs et engagements extérieurs	89 754	-96 588	28 074	-162 685	-99 053
8.1	Banque centrale	70 719	-67 666	26 759	-154 027	-44 655
8.2	Autres institutions de dépôts	18 110	-28 922	1 315	-8 658	-54 398

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-676 229	-761 706	-813 059	-620 297	-622 991
Biens	-376 487	-402 812	-435 046	-235 165	-212 266
Services	-299 742	-358 894	-378 013	-385 132	-410 725
Revenus primaires	-16 324	-21 837	-24 100	-69 103	-91 267
Revenus secondaires	71 231	222 076	161 891	167 800	145 977
Solde du compte courant	-621 322	-561 467	-675 268	-521 600	-568 281
Solde du compte courant (hors dons)	-674 899	-578 756	-831 994	-639 453	-647 005
PIB Nominal	2 548 447	2 832 286	3 024 271	3 414 269	3 659 571
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-24,4%	-19,8%	-22,3%	-15,3%	-15,5%
Solde du compte courant (hors dons)	-26,5%	-20,4%	-27,5%	-18,7%	-17,7%
Dons	53 577	17 289	156 726	117 853	78 724

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens et services	517 883	628 718	632 144	774 877	857 495
Importations de biens et services	1 194 112	1 390 424	1 445 203	1 395 174	1 480 486
Balance commerciale de biens et services	-676 229	-813 059	-620 297	-620 297	-622 991
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	43,4%	45,2%	43,7%	55,5%	57,9%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	67,2%	66,8%	60,8%	71,8%	68,5%

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361	784 609
Importations de biens	847 188	1 005 177	834 619	971 526	996 875
Balance commerciale de biens	-376 487	-435 046	-235 165	-235 165	-212 266
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	55,6%	56,7%	71,8%	75,8%	78,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	51,7%	52,1%	42,0%	56,5%	52,2%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	431 112	523 722	553 371	690 976	754 905
<i>Dont réexportations</i>	24 721	45 707	46 443	64 549	71 931
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce			16	55	
Or non monétaire	29 137	46 409	46 067	45 330	29 704
Total exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361	784 609

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Uranium	195 585	242 250	317 091	338 714	302 788
Bétail	50 643	58 137	64 651	65 338	67 200
Oignons	40 280	39 760	35 440	37 903	55 680
Pétrole raffiné				116 627	198 900
Niébé	57 791	52 796	43 740	33 348	35 300
Or non monétaire	29 137	46 409	46 067	45 330	29 704
Autres march. Généré.	97 265	130 779	92 465	99 101	95 037
dont réexportation	26 287	45 707	46 443	64 548	71 931
Total exportations de biens	470 701	570 131	599 454	736 361	784 609

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	176 440	181 324	255 074	336 117	300 692
UNION EUROPEENNE	144 803	142 302	221 211	276 094	273 380
France	129 864	133 206	203 518	275 426	238 794
Espagne	2 730	467	10 823	668	147
Allemagne	53	261	6 870	0	1 750
Suisse	31 637	39 022	33 863	45 630	27 312
AFRIQUE	122 901	128 383	83 951	191 793	281 621
UEMOA	37 112	36 646	42 359	90 829	124 349
Bénin	17 137	7 257	13 671	22 316	14 740
Burkina	5 904	9 993	2 904	7 147	55 695
Côte d'Ivoire	1 555	5 883	6 173	3 316	4 610
Guinée-Bissau	375	276	268	0	0
Mali	4 145	5 002	5 800	45 501	40 388
Sénégal	990	3 765	4 568	4 942	801
Togo	7 006	4 470	8 975	7 608	8 115
CEDEAO (hors UEMOA)	84 308	91 475	41 267	98 877	142 730
Nigeria	80 552	77 384	24 529	74 087	112 701
Ghana	3 756	14 091	16 738	24 790	30 029
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1 481	262	325	2 087	14 543
AMERIQUE	68 038	40 398	51 822	82 852	65 856
USA	67 952	39 980	51 661	73 806	60 448
Canada	86	55	43	519	127
Autres *	0	363	118	8 527	5 281
ASIE	31 353	38 415	59 836	43 370	64 825
Japon	30 190	34 094	46 041	32 208	291
Autres pays	4 502	4 321	2 664	1 192	1 098
TOTAL	403 234	392 841	453 347	655 324	714 093

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la huitième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

* Brésil 5 191,5 milliards.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	837 835	962 601	1 034 500	971 526	996 875
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	837 835	962 601	1 034 500	971 526	996 875
Importations de biens / PIB	33,1%	34,3%	30,3%	28,5%	27,2%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Or non monétaire

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	200 661	211 036	229 900	284 600	234 337
Autres biens de consommation courante	295 800	209 806	223 020	235 200	257 300
Produits pétroliers et énergétiques	122 952	154 344	163 400	31 627	45 281
Matières premières et biens intermédiaires	128 554	291 037	315 308	309 002	325 581
Biens d'équipement	293 100	295 707	316 800	269 280	318 447
Produits divers	75 261	64 312	69 872	92 337	72 985
Total importations de biens CAF	1 116 328	1 226 242	1 318 300	1 222 045	1 253 931
Total importations de biens FOB	837 835	962 601	1 034 500	971 526	996 875

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	228 505	310 713	223 624	209 326	181 384
UNION EUROPEENNE	214 795	306 055	201 450	196 491	167 280
France	91 763	124 257	104 664	101 364	86 281
Royaume-Uni	22 827	58 322	17 425	3 603	5 441
Allemagne	15 826	23 054	27 201	34 572	15 446
Pays-Bas	53 080	36 147	21 812	13 042	13 492
Espagne	6 159	5 909	6 784	9 601	6 709
Italie	8 007	6 407	8 587	9 137	11 479
AUTRES PAYS DE L'UE	17 133	51 959	14 978	25 172	28 433
AUTRES PAYS D'EUROPE	13 710	4 658	22 174	12 836	14 104
AFRIQUE	186 966	228 707	199 642	252 586	269 569
UEMOA	132 359	100 978	133 699	162 028	177 524
Bénin	40 202	14 561	38 463	38 997	45 304
Burkina	15 563	13 777	11 882	9 059	13 605
Côte d'Ivoire	36 046	29 934	23 396	35 864	34 745
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Mali	8 790	6 533	6 918	8 948	9 668
Sénégal	4 751	5 040	6 045	8 363	8 308
Togo	27 007	31 133	46 996	60 798	65 894
CEDEAO (hors UEMOA)	44 851	102 621	49 003	64 840	64 665
Nigeria	38 760	73 900	42 075	51 887	43 300
Ghana	6 091	28 722	6 928	12 953	21 365
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	9 756	25 108	16 940	25 719	27 380
AMERIQUE	53 780	88 077	56 194	90 651	77 869
USA	35 469	64 882	30 730	57 335	51 637
Brésil	2 558	2 419	6 723	23 246	17 262
Argentine	15 753	20 776	8 075	6 603	5 005
ASIE	298 584	487 144	317 337	363 716	394 483
Japon	27 225	36 096	28 525	51 209	38 562
Pakistan	10 291	6 411	10 246	26 754	29 904
Rep,Pop,Chine	212 306	405 163	236 554	182 742	205 916
Inde	13 922	5 353	9 074	40 221	51 171
Arabie Saoudite	0	0	789	2 645	1 553
Thaïlande	17 535	7 672	9 160	23 655	29 930
Autres	17 305	26 449	22 989	36 490	37 448
Autres pays	52 693	11 796	113 123	9 288	6 454
TOTAL	820 528	1 126 436	909 920	925 568	929 759

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la huitième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Transport	-248 019	-265 205	-295 177	-292 851	-271 898
<i>Dont fret</i>	-234 953	-263 642	-270 252	-239 849	-256 060
Voyage	5 785	6 771	5 497	6 922	5 457
Autres services	-57 508	-99 928	-88 333	-99 203	-144 284
Total services nets	-299 742	-358 362	-378 013	-385 132	-410 725

Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires

(En millions de FCFA)

Poste	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Rémunérations des salariés	15 085	15 572	12 059	13 264	10 316
Revenus des investissements	-31 409	-37 409	-36 159	-82 366	-101 583
<i>Dont intérêts sur la dette publique extérieure</i>	-4 781	-3 554	-7 410	-7 413	-6 384
Autres revenus primaires					
Revenu primaire net	-16 324	-21 837	-24 100	-69 102	-91 267

Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires

(En millions de FCFA)

Poste	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Administration publique	17 298	156 726	79 033	117 853	78 724
<i>Dont aide budgétaire</i>	5 900	47 200	56 500	93 100	53 900
Autres secteurs	53 933	65 350	82 858	49 947	67 253
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	21 046	15 191	13 636	17 955	16 551
Revenu secondaire net	71 231	222 076	161 891	167 800	145 977

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-38	-40	-3 321	-1 269	15 581
Transferts de capital	120 396	97 025	71 844	140 590	266 489
Administration publique	109 169	82 995	57 157	126 500	251 664
<i>Dont remises de dettes</i>	3 669		4 200	3 000	664
Autres secteurs	11 227	14 030	14 687	14 090	14 825
Solde du compte de capital	120 358	96 985	68 523	139 321	282 070

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)
Or non monétaire

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2 011	2 012	2 013
Investissements directs	-345 407	-495 304	-498 528	-428 379	-305 516
Investissements de portefeuille	-7 409	-9 588	-8 704	-4 875	9 417
Dérivés financiers			0	0	0
Autres investissements	-65 457	-62 674	-76 301	-116 915	-96 593
Solde du compte financier	-418 273	-567 566	-583 627	-550 169	-392 692

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	777 519	990	994 434
1	Biens et services	152 364	81	200 995
2	Biens et services	32 614	808	44 842
3	Biens	0	0	0
4	Marchandises générales	88 412	2 043	195 064
4.1	<i>Dont : Réexportations</i>	0	0	0
4.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	41 328	207	57 285
4.3	Or non monétaire	41 087	19	86 725
4.4	Services	263	0	263
4.5	Transport	5 250	1 817	50 611
4.6	<i>Dont : Fret</i>	484	0	180
5	Voyage	504 129	-1 942	553 533
5.1	Autres services			
5.2	Revenus primaires	41 495	-1 727	39 767
5.3	Revenus des salariés	6 323	-215	4 943
5.4	Revenus des investissements	456 311	0	508 823
	Autres revenus primaires			
B	Revenus secondaires	2 662 360	223 138	3 393 783
1	Administrations publiques	502 132	-176	854 743
2	<i>Aides budgétaires</i>	100 556	387	102 946
3	Autres secteurs	0	0	0
4	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	2 059 672	222 927	2 436 094
4.2	Compte de capital	0	0	0
4.3	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	62 388	0	50 802
4.4	Transfert en capital	734 709	1 188	838 543
4.5	Administrations publiques	0	0	0
4.6	<i>Remises de dettes</i>	1 169 561	222 930	1 452 506
4.7	Autres secteurs	1 657	812	4 889
4.8	Compte financier	48 131	-2 003	46 128
	Investissements directs			
C	Investissements de portefeuille	-1 884 841	-222 148	-2 399 349

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2013

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	553 533	123 896	0	317 005	29 543	287 462	994 434
1	Investissements directs	0	0	0	200 995	0	200 995	200 995
2	Investissements de portefeuille	0	873	0	43 969	3 297	40 672	44 842
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	123 023	0	72 041	26 246	45 795	195 064
5	Avoirs de réserves	553 533	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	553 533
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	39 767	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	39 767
5.3	Position de réserve au FMI	4 943	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	4 943
5.4	Autres avoirs de réserve	508 823	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	508 823
								0
	Stocks de passifs financiers	87 613	142 695	634 333	2 529 142	2 442	2 526 700	3 393 783
1	Investissements directs	0	0	0	854 743	0	854 743	854 743
2	Investissements de portefeuille	0	7 451	0	95 495	0	95 495	102 946
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	87 613	135 244	634 333	1 578 904	2 442	1 576 462	2 436 094
5	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	465 920	-18 799	-634 333	-2 212 137	27 101	-2 239 238	-2 399 349

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2013

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	274 871	30 306	689 257	994 434
1	Investissements directs	189 013	2 914	9 068	200 995
2	Investissements de portefeuille	30 061	14 570	211	44 842
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	105 132	12 822	77 110	195 064
5	Avoirs de réserves	-49 335	0	602 868	553 533
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	39 767	39 767
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	4 943	4 943
5.4	Autres avoirs de réserve	-49 335	0	558 158	508 823
	Stocks de passifs financiers	334 097	638 728	2 420 958	3 393 783
1	Investissements directs	55 458	475 080	324 205	854 743
2	Investissements de portefeuille	89 848	9 849	3 249	102 946
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	188 791	153 799	2 093 504	2 436 094
	Position extérieure globale nette	-59 226	-608 422	-1 731 701	-2 399 349

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	Compte des transactions courantes	1 087 843	1 656 124	-568 281
1.A	-- Biens et services	857 495	1 480 486	-622 991
1.A.a	---- Biens	784 609	996 875	-212 266
1.A.a.1	----- Marchandises générales, base balance des paiements	754 905	996 875	-241 970
1.A.a.1.1	----- Dont : Réexportations	71 931	0	76 384
1.A.a.2	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	----- Or non monétaire	29 704	0	29 704
1.A.b	---- Services	72 886	483 611	-410 725
1.A.b.1	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	21	-21
1.A.b.1.1	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	21	-21
1.A.b.2	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	19 011	-19 011
1.A.b.3	----- Transport	2 953	274 851	-271 898
1.A.b.3.0	----- Pour tous les modes de transports	2 953	274 793	-271 840
1.A.b.3.0.1	----- Voyageurs	616	16 607	-15 991
1.A.3.0.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	321	0	321
1.A.b.3.0.2	----- Fret	995	257 055	-256 060
1.A.b.3.0.3	----- Autres	1 342	1 131	211
1.A.b.3.1	----- Transports maritimes	0	256 984	-256 984
1.A.b.3.1.1	----- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	----- Fret	0	256 984	-256 984
1.A.b.3.1.3	----- Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	----- Transports aériens	1 342	15 880	-14 538
1.A.b.3.2.1	----- Voyageurs	0	15 809	-15 809
1.A.b.3.2.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	----- Fret	0	71	-71
1.A.b.3.2.3	----- Autres	1 342	0	1 342
1.A.b.3.3	----- Autres modes de transport	1 611	1 929	-318
1.A.b.3.3.1	----- Voyageurs	616	798	-182
1.A.b.3.3.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	321	0	321
1.A.b.3.3.2	----- Fret	995	0	995
1.A.b.3.3.3	----- Autres	0	1 131	-1 131
1.A.b.3.4	----- Services postaux et services de messagerie	0	58	-58
1.A.b.4	----- Voyages	28 565	23 108	5 457
1.A.b.4.1	----- À titre professionnel	27 900	23 077	4 823
1.A.b.4.1.1	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	----- Autres	27 900	23 077	4 823
1.A.b.4.2	----- À titre personnel	665	31	634
1.A.b.4.2.1	----- Santé	13	0	13
1.A.b.4.2.2	----- Éducation	265	0	265
1.A.b.4.2.3	----- Autres	387	31	356

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	5 423	62 068	-56 645
1.A.b.4.0.1	. - - - - - Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	. - - - - - Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	. - - - - - Services d'hébergement	5 423	0	5 423
1.A.b.4.0.4	. - - - - - Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	. - - - - - Autres services	0	62 068	-62 068
1.A.b.4.0.5.1	. - - - - - Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	. - - - - - Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	. - - - - - Travaux de construction	0	62 068	-62 068
1.A.b.5.1	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	62 068	-62 068
1.A.b.6	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	943	1 153	-210
1.A.b.6.1	. - - - - - Assurance directe	7	468	-461
1.A.b.6.2	. - - - - - Réassurance	697	0	697
1.A.b.6.3	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	239	685	-446
1.A.b.6.4	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	. - - - - - Services financiers	1 516	473	1 043
1.A.b.7.1	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	1 516	473	1 043
1.A.b.7.2	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	31 562	50 235	-18 673
1.A.b.9.1	. - - - - - Services de télécommunications	10 456	15 184	-4 728
1.A.b.9.2	. - - - - - Services d'informatique	21	27 519	-27 498
1.A.b.9.3	. - - - - - Services d'information	21 085	7 532	13 553
1.A.b.10	. - - - - - Autres services aux entreprises	4 325	51 614	-47 289
1.A.b.10.1	. - - - - - Services de recherche-développement	0	15 497	-15 497
1.A.b.10.2	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	3 400	32 395	-28 995
1.A.b.10.3	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	925	3 722	-2 797
1.A.b.11	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2	398	-396
1.A.b.11.1	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	2	398	-396
1.A.b.11.2	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	3 020	679	2 341
1.A.b.0.1	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	. - - Revenu primaire	41 454	132 721	-91 267
1.B.1	. - - - Rémunération des salariés	29 570	19 254	10 316
1.B.2	. - - - Revenus des investissements	11 884	113 467	-101 583
1.B.2.1	. - - - - Investissements directs	2 122	89 442	-87 320
1.B.2.1.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 690	79 836	-78 146
1.B.2.1.1.1	. - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	475	77 342	-76 867
1.B.2.1.1.1.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	467	74 664	-74 197
1.B.2.1.1.1.2	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	8	2 294	-2 286
1.B.2.1.1.1.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	384	-384
1.B.2.1.1.1.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	1 215	2 494	-1 279
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	432	9 606	-9 174
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	200	2 387	-2 187
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	6 623	-6 623
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	232	596	-364
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	6 164	5 496	668
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	773	1 493	-720
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	773	1 493	-720
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	5 391	4 003	1 388
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	2 709	61	2 648
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	2 682	3 942	-1 260
1.B.2.3	.----- Autres investissements	3 598	18 529	-14 931
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	3 598	18 529	-14 931
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.----- Autre revenu primaire	0	0	0
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	188 894	42 917	145 977
1.C.1	.---- Administrations publiques	85 801	7 077	78 724
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	----- Coopération internationale courante	85 801	7 077	78 724
1.C.1.5	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	103 093	35 840	67 253
1.C.2.1	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	42 496	25 945	16 551
1.C.2.1.1	----- Envois de fonds des travailleurs	42 496	25 945	16 551
1.C.2.2	----- Autres transferts courants	60 597	9 895	50 702
1.C.2.0.1	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	108	0	108
1.C.2.0.2	----- Cotisations sociales	189	2 327	-2 138
1.C.2.0.3	----- Prestations sociales	68	46	22
1.C.2.0.4	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	39	6 401	-6 362
1.C.2.0.5	----- Indemnités d'assurance dommage	2 584	0	2 584
1.C.2.0.6	----- Coopération internationale courante	554	81	473
1.C.2.0.7	----- Transferts courants divers	57 055	1 040	56 015
1.C.2.0.7.1	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	Compte de capital	329 663	47 593	282 070
2.1	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	60 300	44 719	15 581
2.2	-- Transferts de capital	269 363	2 874	266 489
2.2.1	---- Administration publique	251 664	0	251 664
2.2.1.1	----- Remises de dette	664	0	664
2.2.1.2	----- Autres transferts de capital	251 000	0	251 000
2.2.1.2.1	----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17 699	2 874	14 825
2.2.2.1	----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	----- Autres transferts de capital	17 699	2 874	14 825
2.2.2.2.1	----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	----- dont : entre ménages	0	0	0
	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 417 506	1 703 717	-286 211
	Compte financier	217 140	510 779	-293 639
	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	217 140	510 779	-293 639
3.1	-- Investissement direct	49 765	355 281	-305 516
3.1.1	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	13 043	220 573	-207 530
3.1.1.1	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfiques	11 828	218 079	-206 251
3.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	71	-22	93
3.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	3 776	212 178	-208 402
3.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	7 981	5 923	2 058
3.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	----- Réinvestissement des bénéfiques	1 215	2 494	-1 279
3.1.1.0.1	----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	---- Instruments de dette	36 722	134 708	-97 986

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-73	132 978	-133 051
3.1.2.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 684	-338	2 022
3.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	35 111	2 068	33 043
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. - - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	11 420	2 003	9 417
3.2.1	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	0	0	0
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	. - - - Titres de créance	11 420	2 003	9 417
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4	. - - - - Autres secteurs	11 420	2 003	9 417
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	23 087	2 003	21 084
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	-11 667	0	-11 667
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-1	0	-1
3.2.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-1	0	-1
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 421	2 003	9 418
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	23 087	2 003	21 084
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	-11 666	0	-11 666
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	.---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	104 609	153 495	-48 886
3.4.1	.---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	15 750	-11 586	27 336
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	-80	80
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	-80	80
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	15 777	-11 506	27 283
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	15 777	-11 506	27 283
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	-27	0	-27
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	-27	0	-27
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-1	0	-1
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	-1	0	-1
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-26	0	-26
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	-26	0	-26
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3	.---- Prêts	45 619	102 646	-57 027
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	4 421	-4 421
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	4 421	-4 421
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	29 034	1 545	27 489
3.4.3.2.1	----- À court terme	9 806	164	9 642
3.4.3.2.2	----- À long terme	19 228	1 381	17 847
3.4.3.3	----- Administrations publiques	0	107 681	-107 681
3.4.3.3.1	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	----- Autres à long terme	0	107 681	-107 681
3.4.3.4	----- Autres secteurs	16 585	-11 001	27 586
3.4.3.4.0.1	----- À court terme	-166	345	-511
3.4.3.4.0.2	----- À long terme	16 751	-11 346	28 097
3.4.3.4.1	----- Autres sociétés financières	16 879	0	16 879
3.4.3.4.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	----- À long terme	16 879	0	16 879
3.4.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-294	-11 001	10 707
3.4.3.4.2.1	----- À court terme	-166	345	-511
3.4.3.4.2.2	----- À long terme	-128	-11 346	11 218
3.4.3.4.2.3	---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
3.4.4.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	----- Autres secteurs	0	0	0
3.4.4.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.4.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	---- Crédits commerciaux et avances	43 544	60 015	-16 471
3.4.5.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	----- Autres secteurs	43 544	60 015	-16 471
3.4.5.4.0.1	----- À court terme	43 544	60 029	-16 485
3.4.5.4.0.2	----- À long terme	0	-14	14

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2013 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	----- Autres sociétés financières	-103	0	-103
3.4.5.4.1.1	----- À court terme	-103	0	-103
3.4.5.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	43 647	60 015	-16 368
3.4.5.4.2.1	----- À court terme	43 647	60 029	-16 382
3.4.5.4.2.2	----- À long terme	0	-14	14
3.4.6	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-304	2 420	-2 724
3.4.6.1	----- Banque centrale	0	2 350	-2 350
3.4.6.1.1	----- À court terme	0	2 350	-2 350
3.4.6.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-304	70	-374
3.4.6.2.1	----- À court terme	-304	70	-374
3.4.6.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	----- Autres secteurs	0	0	0
3.4.6.4.0.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.0.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.6.4.2.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.6.5	---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	-- Avoirs de réserve	51 346	0	51 346
3.4.6.4	---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	---- Droits de tirage spéciaux	-1	0	-1
3.5.6.6	---- Position de réserve au FMI	-1 165	0	-1 165
3.5.4.1	---- Autres avoirs de réserve	52 512	0	52 512
3.5.4.1	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	52 512	0	52 512
3.5.4.1.1	----- Créances sur les autorités monétaires	15 594	0	15 594
3.5.4.1.2	----- Créances sur d'autres entités	36 918	0	36 918
3.5.4.2	----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 200 366	-1 192 938	-7 428

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 266,7	5 641,4	20,4	65 692,2	13 870,6	547,4	6 128,4	95 167,1
	Burkina	2 915,1		20 699,2	19,9	47 657,5	12 820,2	3 316,8	3 139,9	90 568,6
	Côte d'Ivoire	37 562,4	327 991,7		180,8	184 945,6	34 234,5	72 958,4	79 786,8	737 660,2
	Guinée-Bissau	752,0		2 146,2		2,1		37,2	14 473,2	17 410,7
	Mali	15 400,4	41 267,1	70 567,4	4,3		2 153,1	35 677,9	1 810,2	166 880,4
	Niger	6 374,4	55 580,4	4 320,4	0,0	40 388,3			6 672,6	113 336,1
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 247,2	46 879,2	352 456,4	8 308,2		20 244,5	523 203,0
	Togo	158 299,7	94 230,1	21 066,7	24,4	12 070,1	65 894,2	5 098,8		356 684,0
	UEMOA	231 993,8	555 713,7	175 688,5	47 129,0	703 212,2	137 280,8	117 636,5	132 255,5	2 100 910,0

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 048,0	5 367,3	65,0	0,0	31 433,1	18 282,2	63 925,2	120 120,9
	Burkina	78,1	0,0	883,2	4,5	239,0	784,9	890,4	3 593,1	6 473,2
	Côte d'Ivoire	766,8	1 443,4	0,0	40,5	0,0	510,4	0,0	0,0	2 761,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	6 273,6	0,0	3 616,1	0,0	9 889,7
	Mali	3 849,9	1 032,1	3 867,2	367,9	0,0	7 514,7	3 232,1	11 080,3	30 944,2
	Niger	8 365,1	115,0	289,2	0,0	0,0	0,0	801,1	1 442,5	11 012,9
	Sénégal	0,0	0,0	373,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	373,0
	Togo	0,0	421,3	2 738,7	32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3 192,2
	UEMOA	13 059,8	4 059,8	13 518,7	510,1	6 512,6	40 243,1	26 821,9	80 041,2	184 767,1

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 829,6	70 053,6	215 288,0
	Burkina	2 993,2		21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	97 041,8
	Côte d'Ivoire	38 329,2	329 435,1		221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	740 421,2
	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2		6 275,7	0,0	3 653,3	14 473,2	27 300,4
	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2		9 667,8	38 910,0	12 890,5	197 824,6
	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3		801,1	8 115,1	124 349,0
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	352 456,4	8 308,2		20 244,5	523 575,9
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8		359 876,2
	UEMOA	245 053,6	559 773,5	189 207,2	47 639,1	709 724,8	177 523,9	144 458,4	212 296,8	2 285 677,1

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 643,1	13 507,5	316,9	75 077,3	38 996,5	28 750,0	65 189,1	230 480,4
	Burkina	5 365,1		22 040,6	13,3	30 317,3	9 058,8	5 746,8	4 180,5	76 722,4
	Côte d'Ivoire	96 528,4	290 730,8		389,5	158 101,8	35 863,5	115 034,7	82 597,4	779 246,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	272,4		7 037,8	0,0	3 595,4	3 630,8	14 536,4
	Mali	11 462,8	47 279,0	62 654,1	651,4		8 947,9	34 981,0	13 816,7	179 792,9
	Niger	22 316,1	7 147,0	3 316,1	0,0	45 500,6		4 941,6	7 607,6	90 829,0
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	49 579,4	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	383 669,7
	Togo	139 194,4	77 766,0	54 981,3	400,4	17 453,5	60 797,9	5 844,7		356 438,2
	UEMOA	286 404,0	465 272,9	206 351,3	38 871,8	561 237,9	162 027,5	198 894,2	192 655,6	2 111 715,3

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pay	Bénin		5 013,5	2 059,6	120,5	960,3	1 664,0	3 120,4	7 643,0	20 581,2
	Burkina	9 978,3		1 871,0	0,6	2 206,3	3 209,7	3 404,0	9 072,6	29 742,6
	Côte d'Ivoire	14 311,2	17 290,0		190,0	5 261,8	463,9	4 970,0	8 229,2	50 716,1
	Guinée-Bissau	14,0	117,5	108,7		595,2	0,0	2 334,5	0,0	3 170,0
	Mali	3 669,8	15 855,6	5 388,1	306,5		3 809,1	5 744,3	2 454,8	37 228,2
	Niger	2 729,8	3 882,6	2 074,0	267,0	904,7		4 255,0	1 857,8	15 971,0
	Sénégal	2 085,6	3 899,9	1 738,0	1 158,7	6 698,3	1 738,0		695,2	18 013,6
	Togo	15 316,6	4 840,5	1 625,1	81,6	1 000,0	732,4	4 538,7		28 134,8
	UEMOA	48 105,4	50 899,4	14 864,5	2 124,8	17 626,6	11 617,2	28 367,0	29 952,6	203 557,5

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2012

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pay	Bénin		5 504,4	3 346,6	0,0	871,5	1 475,5	3 005,1	5 384,6	19 587,6
	Burkina	9 380,3		1 155,9	47,6	2 146,3	1 190,8	3 278,3	6 947,7	24 147,0
	Côte d'Ivoire	13 606,3	17 246,3		0,0	3 505,6	455,2	4 795,7	9 717,9	49 327,0
	Guinée-Bissau	0,0	437,2	0,0		1,3	0,0	2 216,2	0,0	2 654,8
	Mali	5 341,5	11 143,8	5 994,1	75,6		5 147,2	5 554,8	2 546,2	35 803,2
	Niger	2 262,2	1 907,5	4 179,8	0,0	962,6		4 097,8	6 738,3	20 148,2
	Sénégal	2 008,5	2 766,8	1 673,8	1 115,9	5 398,2	1 673,8		669,5	15 306,5
	Togo	11 318,1	1 139,1	2 563,2	0,0	930,1	974,5	4 371,0		21 296,1
	UEMOA	43 917,1	40 145,1	18 913,4	1 239,0	13 815,6	10 917,0	27 318,8	32 004,2	188 270,2

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
ansferts des migrants émis par pa	Bénin		1 700,9	3 854,3	34,6	4 067,0	1 966,7	4 291,4	3 639,3	19 554,4
	Burkina	2 412,8		9 735,9	90,8	20 531,9	1 380,0	8 807,0	3 582,3	46 540,8
	Côte d'Ivoire	5 196,5	12 448,4		265,0	62 170,6	5 493,8	18 514,8	7 222,7	111 311,7
	Guinée-Bissau	199,7	12,2	41,1		1 160,4	388,4	4 299,0	219,9	6 320,7
	Mali	1 490,9	3 842,8	7 778,1	189,5		2 018,7	10 083,4	5 320,9	30 724,3
	Niger	1 735,3	1 076,6	1 924,6	62,2	9 318,7		4 214,7	3 524,7	21 856,9
	Sénégal	1 397,7	3 846,5	5 775,3	2 728,1	19 289,7	6 566,3		2 307,3	41 910,8
	Togo	1 533,1	2 219,3	3 836,7	29,8	2 198,8	903,9	4 245,8		14 967,4
	UEMOA	13 966,1	25 146,8	32 946,1	3 400,0	118 736,9	18 717,8	54 456,1	25 817,1	293 186,9

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2012

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pay	Bénin		2 111,5	4 012,8	89,1	4 128,5	2 228,7	3 876,7	3 182,5	19 629,7
	Burkina	2 130,1		12 302,8	51,8	19 332,4	1 564,8	7 810,3	1 936,5	45 128,8
	Côte d'Ivoire	4 164,5	10 681,9		287,0	62 167,7	7 669,9	15 910,7	17 403,1	118 284,8
	Guinée-Bissau	104,9	82,7	155,3		283,5	325,3	2 884,0	104,3	3 940,0
	Mali	1 482,3	4 851,1	6 913,2	183,9		2 236,2	9 926,3	3 164,7	28 757,8
	Niger	1 844,6	1 034,9	6 269,2	727,6	7 680,2		2 209,8	3 601,3	23 367,7
	Sénégal	1 040,7	3 150,2	4 629,7	2 106,3	18 162,5	2 697,4		1 788,2	33 575,0
	Togo	1 333,5	3 138,0	2 578,2	242,0	2 155,8	701,9	3 930,6		14 079,9
	UEMOA	12 100,6	25 050,4	36 861,3	3 687,7	113 910,6	17 424,1	46 548,4	31 180,6	286 763,7

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^e édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^e édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes
Biens
Services
Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>).
Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>)
Compte de capital
Acquisition et cession d'actifs non produits
Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)
Investissements directs
Investissements de portefeuille
Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>)
Autres investissements
Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^e édition.

III - LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int